

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 215

24 janvier 2014

SOMMAIRE

Arx Capital FCP-SIF	10316	JKS Invest S.à r.l.	10289
Assenagon Asset Management S.A.	10294	Mantera S.A., SPF	10276
Augusta Investments S.à r.l.	10314	Matthews Asia Funds	10277
Berlin (Bridge) S.à r.l.	10295	Mittelmeer S.A.	10291
BNP Paribas Plan	10275	Nei Haus S.A.	10320
Bos Investments S.à r.l.	10312	New Photo Genius S.A.	10319
Botech S.à r.l.	10285	Nobel Constructing Company S.A., SPF	10281
BTS Funds (Lux)	10282	Nordic Star SPF S.A.	10320
Chronos FCP-FIS	10316	Oclaner Funds Sicav	10299
Costa Investment S.A.	10313	Optimeo	10320
Crossroad FCP-FIS	10295	Orchid Lux S.à r.l.	10297
Dato Investment Holding S.à r.l. SPF	10283	Polytrinity Investment S.à r.l.	10287
Dusseldorf (Bridge) S.à r.l.	10295	Primeur Invest S.à r.l.	10320
Eschborn (Bridge) S.à r.l.	10296	Proxima Investments SICAV	10280
Flossbach von Storch SICAV	10291	Ro Agriculture Investment SICAV-SIF ...	10276
Flossbach von Storch SICAV	10279	Samarcande Food Investments S.A.	10279
FORCHIM S.A., société de gestion de pa- trimoine familial	10282	soft-carrier s.a.	10319
FTC Futures Fund Sicav	10281	Structured Invest	10275
Galerie du Nord S.A.	10278	Sulzbach (Bridge) S.à r.l.	10317
Galluspark (Bridge) S.à r.l.	10296	Sunares	10278
GRENADINE Investments S. à r.l.	10281	Tailored Service Holding S.A.	10277
Groupe Adeo & Cie Valadeo	10274	Weka S.à r.l.	10317
Hurrikan Power Funding Holding S.à r.l.	10297	White Rock Reinsurance	10297
Itsastar S.A.	10291	Wiesbaden (Bridge) S.à r.l.	10316

Groupe Adeo & Cie Valadeo, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 64.283.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 14 février 2014 à 14 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Autorisation pour la Société d'acquérir ses actions suite au non-exercice du droit de préemption par le Commandité, eu égard à la Déclaration de Transfert de 285 968 Actions Ordinaires GROUPE ADEO & CIE VALADEO de la société anonyme BRICOLAGE INVESTISSEMENT France conformément à l'article 9 des statuts de la Société.
2. Décision de la Société de procéder au rachat des 285 968 Actions Ordinaires appartenant à la société anonyme BRICOLAGE INVESTISSEMENT France pour un prix de dix millions cinq-cent-soixante-neuf mille trois-cent-soixante-dix-sept euros et vingt-huit cents (EUR 10'569'377,28.-), en vue de leur annulation et délégation de pouvoirs au Gérant pour procéder à toutes les mesures d'exécution relatives au rachat desdites actions, notamment les éventuelles délégations de pouvoirs en vue de la signature du contrat de vente correspondant.
3. Constat du rachat par la Société des 285 968 Actions Ordinaires appartenant à la société anonyme BRICOLAGE INVESTISSEMENT France par la signature du contrat de vente y afférent;
4. Décision de la Société d'annuler purement et simplement les 285 968 Actions Ordinaires rachetées à la société anonyme BRICOLAGE INVESTISSEMENT France;
5. Réduction du capital social de la Société à concurrence d'un million quatre-cent-un mille deux-cent-quarante-trois euros et vingt cents (EUR 1'401'243,20.-), pour le porter de son montant actuel de trente-trois millions huit cent quarante-et-un mille huit cent vingt euros et soixante cents (EUR 33'841'820,60) à un montant de trente-deux millions quatre-cent-quarante mille cinq-cent-soixante-dix-sept euros et quarante cents (EUR 32'440'577,40.-), par l'annulation de deux-cent-quatre-vingt-cinq mille neuf-cent-soixante-huit (285 968) Actions Ordinaires ayant une valeur nominale de quatre euros et quatre-vingt-dix cents (EUR 4,90.-) chacune;
6. Pouvoirs à donner au Gérant afin de procéder à toutes les écritures comptables nécessaires à la réduction de capital;
7. Constatation de la réduction du capital social de la Société et modification corrélative du premier alinéa de l'article 7 des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:
«Art.7. Capital social. La société a un capital souscrit de trente-deux millions quatre-cent-quarante mille cinq-cent-soixante-dix-sept euros et quarante cents (EUR 32'440'577,40.-) représenté par six millions six cent vingt mille cinq cent vingt-cinq (6'620'525) Actions Ordinaires avec une valeur nominale de quatre euros et quatre-vingt-dix cents (EUR 4,90) et par une (1) Action de Commandité non rachetable avec une valeur nominale de quatre euros et quatre-vingt-dix cents (EUR 4,90).»
8. Constat du transfert du siège social de l'actionnaire commandité unique, la société anonyme de droit français, Groupe ADEO, de F-59260 LEZENNES (France), Rue Chanzy à F-59790 RONCHIN (France), Rue Sadi Carnot, CS 00001 et modification corrélative du deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:
«Art.1er. Forme et dénomination sociale (deuxième alinéa)
- Actionnaire commandité:
La Société est gérée par un actionnaire commandité unique : la société anonyme de droit français, Groupe ADEO, ayant son siège social à F-59790 RONCHIN (France), Rue Sadi Carnot, CS 00001, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Lille sous le numéro 358 200 913 (ci-après le "Commandité" ou le "Gérant").»
Le reste de l'article demeure inchangé.
9. Transfert du siège social de la Société de L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faiencerie à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas et modification corrélative de la première phrase de l'article 2 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:
«Art.2. (première phrase) Le siège social de la Société est établi dans la commune de Hesperange.»
Le reste de l'article demeure inchangé.
10. Ajout de deux paragraphes supplémentaires à la fin de l'article 6 des statuts de la Société comme suit:
«Par exception, en cas de liquidation des droits à la retraite d'un Salarié, Actionnaire Commanditaire, ce dernier devra vendre les Actions Ordinaires lui appartenant:
- au plus tard dans le mois suivant la troisième fixation annuelle de la valeur de l'Action de la Société telle que visée au 4^{ème} paragraphe de l'article 10 des présents statuts intervenant le 15 mai ou le jour ouvré précédant cette date;
- et au prix fixé par le dernier paragraphe du même article 10.
A compter de son départ effectif du GROUPE ADEO, l'Actionnaire Commanditaire concerné ne pourra plus souscrire ou acquérir des Actions Ordinaires de la Société.»

11. Renouvellement de l'autorisation du Gérant de réaliser toute augmentation du capital dans le cadre du capital autorisé de EUR 70.021.000.- pour une nouvelle période de cinq (5) ans, avec la faculté de limiter ou de supprimer le droit de souscription préférentiel, conformément au rapport justificatif du Gérant, avec modification corrélative de l'article 7 des statuts de la Société;
12. Modification de la date de l'assemblée générale annuelle de la Société du premier mercredi du mois d'avril à 14 heures au dernier mercredi du mois de mai à 14 heures et de son lieu, avec modification corrélative du quatrième alinéa de l'article 20 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:
«Art.20. (quatrième alinéa) L'assemblée générale annuelle se réunit, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social ou à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation le dernier mercredi du mois de mai à 14 heures. Si ce jour est un jour férié, légal ou bancaire, à Luxembourg, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable suivant.»
Le reste de l'article demeure inchangé.
13. Toutes autres modifications statutaires nécessaires ou utiles;
14. Divers.

Le Gérant.

Référence de publication: 2014010501/75.

Structured Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 112.174.

—
High Yield Tagesgeld International Mix - AK R - ISIN: LU0266549129

High Yield Tagesgeld International Mix - AK I - ISIN: LU285631320

OptiTrend Balance - AK R - ISIN: LU0595601401

OptiTrend Balance - AK I - ISIN: LU0595603100

Gemäß Beschluss des Verwaltungsrates der Structured Invest S.A. vom 13.12.2013 und vom 14.01.2014 wird der Fonds „High Yield Tagesgeld International Mix, Anteilsklassen R und I“ (Fonds Commun de Placement) mit dem Fonds „OptiTrend Balance, Anteilsklassen R und I“ (Fonds Commun de Placement) mit Wirkung zum 05. März 2014 verschmolzen. Im Anschluss an die Verschmelzung wird der verschmolzene Fonds „High Yield Tagesgeld International Mix“ geschlossen und von der offiziellen Liste für Organismen für gemeinsame Anlagen gestrichen.

Hinweis zur Bekanntmachung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Association.

Luxembourg, im Januar 2014.

Structured Invest S.A.

Silvia Mayers / Christina Kräwer

Référence de publication: 2014012042/9486/19.

BNP Paribas Plan, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 77.227.

—
The STATUTORY GENERAL MEETING

will be held on Thursday, *February 20, 2014* at 10.00 a.m., at the offices of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, building H2O, block A, ground floor, 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, to deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and of the auditor;
2. Approval of the annual accounts for the financial period closed as at October 31, 2013 and allocation of the results;
3. Discharge to the Directors for the exercise of their mandates;
4. Statutory appointments;
5. Miscellaneous.

The owners of bearer shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the Meeting, at the counters of the agents responsible for the financial service, as mentioned in the prospectus.

The owners of registered shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are admitted upon proof of their identity, subject to having made known their intention to take part in the Meeting at least five full days before the Meeting.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented; account shall not be taken of abstentions. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote. Fractional shares shall have no voting right.

Annual accounts, as well as the report of the Auditor and the management report are available at the Registered Office of the Company. Shareholders may request that these documents are sent to them. They have to send their request, either by post to the following address: BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange - or by email to fs.lu.legal@bnpparibas-ip.com.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014012037/755/30.

Mantera S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 55.647.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 3 février 2014 à 16.15 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2013.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014007277/1023/17.

Ro Agriculture Investment SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 162.520.

Die Aktionäre der Ro Agriculture Investment SICAV-SIF werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUßERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 28. Februar 2014 um 11.30 Uhr am Gesellschaftssitz in 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf mit folgender Tagesordnung abgehalten wird, da auf der außerordentlichen Generalversammlung am 17. Januar 2014 das erforderliche Anwesenheitsquorum nicht erreicht wurde:

Tagesordnung:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes von 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf nach 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxemburg und diesbezügliche Abänderung der Ziffer 1 des Artikels 4 "Sitz" der Satzung der Gesellschaft.
2. Berichtigung des Verweises auf Artikel 20 der Satzung der Gesellschaft in Ziffer 6 des Artikels 6 "Aktien" in einen Verweis auf Artikel 22 der Satzung der Gesellschaft.
3. Berichtigung des Verweises auf Artikel 8 des Gesetzes von 2007 in Ziffer 1 des Artikels 7 "Zahlungszusagen" in einen Verweis auf Artikel 2 des Gesetzes von 2007.
4. Änderung des Datums der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre in Artikel 9 "Generalversammlung" der Satzung der Gesellschaft auf den letzten Freitag des Monats Juni.
5. Anpassung des Artikels 11 "Einberufung" der Satzung der Gesellschaft an gesetzliche Vorgaben.
6. Einfügung einer neuen Ziffer 2 in Artikel 13 "Verwaltungshandlungen" der Satzung der Gesellschaft zur Möglichkeit der Ernennung eines Verwalters alternativer Investmentfonds durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft sowie anschließende Neunummerierung der verbleibenden Ziffern des Artikels 13 der Satzung der Gesellschaft.
7. Anpassung der Definition "Gesetz vom 13. Februar 2007" in Ziffer 2 des Artikels 19 "Übertragung von Aktien" an die sonst in der Satzung der Gesellschaft verwendete Definition "Gesetz von 2007".
8. Anpassung der Ziffer 4 des Artikels 21 "Ermittlung der Anteilwerte" der Satzung der Gesellschaft an die Vorgaben des Informationsmemorandums der Gesellschaft.
9. Jeweilige Präzisierung in den Artikeln 7, 11, 17 und 18 der Satzung der Gesellschaft, dass es sich bei dem Wirtschaftsprüfer um einen "zugelassenen" zu handeln hat.

Bei dieser außerordentlichen Generalversammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich. Beschlüsse müssen jedoch zu ihrer Wirksamkeit mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen gefasst werden.

An der Generalversammlung kann jeder Aktionär - persönlich oder durch einen schriftlich Bevollmächtigten - teilnehmen, der seine Aktien spätestens am Freitag, den 21. Februar 2014, am Gesellschaftssitz der HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A., 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf hinterlegt und bis zum Ende der Generalversammlung dort belässt. Jeder Aktionär, der diese Voraussetzung erfüllt, erhält eine Eintrittskarte zur Generalversammlung.

Luxembourg, 21. Januar 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014012041/755/38.

Matthews Asia Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 151.275.

As the extraordinary general meeting of shareholders of Matthews Asia Funds held on 21 January 2014 could not validly deliberate on the sole point of the agenda for lack of quorum, shareholders are hereby reconvened to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company which will be held on 24 February 2014 at the registered office of the Company at 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg at 3:00 pm (Luxembourg time) to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

Approval of amendment to the Articles as detailed hereafter:

1. Restatement of the Articles into English and in order to take into account, inter alia, the entry into force of the Law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment (the "2010 Law") implementing Directive 2009/65/EC (known as the UCITS IV Directive) in Luxembourg.
2. Amendment of the object clause in order to reflect the Company's submission to the 2010 Law so that Article 3 of the Articles shall read as follows:

"Article 3.

The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments and other permissible assets such as referred in Part I of the law of 17 December 2010 regarding collective investment undertakings, as amended (the "2010 Law"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the 2010 Law."

3. Deletion of the French translation of the Articles in accordance with Article 99 (7) of the 2010 Law.

The Meeting may validly deliberate without any quorum. The passing of the resolution requires the consent of two thirds of the votes cast.

Shareholders may request a copy of the proposed text of the restated articles of incorporation of the Company, free of charge, from the registered office of the Company.

Shareholders may vote in person or by proxy. Proxies given for the extraordinary general meeting of 21 January 2014 remain valid unless expressly revoked.

Shareholders who are not able to attend the Meeting are kindly requested to execute the proxy card (available at the registered office of the Company) and return it to J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A., European Bank & Business Centre, 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg. To be valid, proxies must be received before 5:00 pm (Luxembourg time) on 21 February 2014.

For organisational purposes, shareholders (or their representative) wishing to attend in person must request an admittance card from J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A., by fax (+352 462685825), or by email (Luxembourg.Company.Admin@jpmorgan.com), or by regular mail at the address mentioned above by no later than 5:00 pm (Luxembourg time) on 17 February 2014. Only shareholders (or their representative) that have requested an admittance card will be admitted to the Meeting.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2014012040/755/42.

Tailored Service Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 106.650.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/12/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013182989/12.

(130222709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Sunares, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 136.745.

Die Aktionäre der Sunares werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUßERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 28. Februar 2014 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz in 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf mit unten genannter Tagesordnung abgehalten wird, da auf der außerordentlichen Generalversammlung am 17. Januar 2014 das erforderliche Anwesenheitsquorum nicht erreicht wurde:

Tagesordnung:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes von 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf zu 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxemburg, diesbezügliche Abänderung des Artikels 2 "Sitz" der Satzung der Gesellschaft und Einfügung einer Konkretisierung zum Verlegen des Gesellschaftssitzes innerhalb einer Gemeinde.
2. Anpassung des Artikels 11 "Berechnung des Anteilwertes" an gesetzliche Vorgaben und die Regelungen des Verkaufsprospektes der Gesellschaft.
3. Einfügung einer Präzisierung zur Möglichkeit der Vollmachterteilung durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft, sowie zur Delegationsmöglichkeit einer von der Gesellschaft ernannten Verwaltungsgesellschaft im Artikel 17 "Übertragung von Befugnissen" der Gesellschaftssatzung.
4. Anpassung des Artikels 18 "Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen" an gesetzliche Vorgaben und die Regelungen des Verkaufsprospektes der Gesellschaft.
5. Änderung des Datums der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft auf den dritten Mittwoch im Juni im Artikel 22 "Generalversammlung" der Satzung der Gesellschaft.
6. Einfügung einer analogen Anwendung auf die Bestimmungen des Artikels 22 Absatz 12 im dritten Absatz des Artikels 23 "Generalversammlungen der Anteilhaber in einem Teilfonds oder einer Anteilklasse" der Satzung der Gesellschaft.
7. Streichung der Regelungen zur Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen aus Artikel 24 "Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen" und Umbenennung dieses Artikels in "Auflösung von Teilfonds oder Anteilklassen".
8. Einfügung eines neuen Artikels 25 "Verschmelzungen" und diesbezügliche Anpassung und Neunummerierung nachfolgender Artikel der Satzung der Gesellschaft sowie Bezugnahmen auf diese.
9. Streichung des letzten Satzes hinsichtlich des ersten Rechnungsjahres im Artikel 26 "Rechnungsjahr" der Satzung der Gesellschaft.
10. Jeweilige Präzisierung in den Artikeln 7, 8 und 21 der Satzung der Gesellschaft, dass es sich bei dem Wirtschaftsprüfer um einen "zugelassenen" zu handeln hat.

Bei dieser außerordentlichen Generalversammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich. Beschlüsse müssen jedoch zu ihrer Wirksamkeit mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen gefasst werden.

An der Generalversammlung kann jeder Aktionär - persönlich oder durch einen schriftlich Bevollmächtigten - teilnehmen, der seine Aktien spätestens am Freitag, den 21. Februar 2014, am Gesellschaftssitz der HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A., 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, bei der HSBC Trinkaus & Burkhardt AG, Düsseldorf, der Walser Privatbank AG, Walsersstraße 61, A-6991 Riezlern, der Raiffeisen Bank (Liechtenstein) AG, Austrasse 51, FL-9490 Vaduz hinterlegt und bis zum Ende der Generalversammlung dort belässt. Jeder Aktionär, der diese Voraussetzung erfüllt, erhält eine Eintrittskarte zur Generalversammlung.

Luxembourg, 21. Januar 2014.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014012043/755/45.

Galerie du Nord S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 1A, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 143.524.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013177814/9.

(130216848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Flossbach von Storch SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 133.073.

Die Aktionäre der Flossbach von Storch SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *12. Februar 2014* um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. September 2013 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. September 2013 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum 7. Februar 2014 vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der Flossbach von Storch SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter der Fax-Nummer 00352/44903-4506 oder unter E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Luxembourg, im Januar 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014012039/755/30.

Samarcande Food Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 166.206.

Notice is hereby given that an

ORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company will be held at the registered office of the Company, 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, on Monday *3 February 2014* at 11.00 a.m. with the following

Agenda:

1. Submission of the Directors' report and of the "commissaire aux comptes" report for the year ended 31st December 2012;
2. Approval of the financial statements as at 31st December 2012;
3. Allocation of the result for the year ended 31st December 2012;
4. Discharge to the directors;
5. Decision to continue the activities of the company; and
6. Miscellaneous.

The shareholders are informed that the resolutions may be voted only with an approval by at least a majority of the shares present or represented, with no quorum requirement of the shares.

Munsbach, 16 January 2014.

For the Board of Directors
Alexis de Montpellier
Director

Référence de publication: 2014006429/24.

Proxima Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 125.182.

Considering that the conditions of quorum and majority determined by Article 67-1 of the Law of 10th August 1915 as amended were not fulfilled at the Extraordinary General Meeting which was held on 27th December 2013, we are pleased to convene the shareholders to a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders (the "EGM") which will be held on 10th February 2014 at 14:00 at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg with the following agenda:

Agenda:

1. Change of denomination of the Fund into BANOR SICAV corresponding to the new brand/marketing strategy resulting from the acquisition by BankNord (owner of the root name BANOR) of 20% of Proxima Investment Management Limited.
2. Insertion in article 22 of the Articles of an additional case of suspension of the Net Asset Value of shares (paragraph g) which shall read as follows:
"The Fund may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as conversion from and to shares of each Sub-Fund:
g) if, in exceptional circumstances, the Board of Directors determines that suspension of the determination of Net Asset Value is in the best interest of Shareholders (or shareholders in that sub-fund as appropriate)."
3. Insertion of a new paragraph in article 22 in fine of the Articles which shall read as follows:
"Any redemption/conversion request made or in abeyance during such a suspension period may be withdrawn by written notice to be received by the Fund before the end of such suspension period. Should such withdrawal not be effected, the shares in question shall be redeemed/converted on the first Valuation Day following the termination of the suspension period. In the event of such period being extended, notice may be published in newspapers in the countries where the Fund's shares are publicly sold. Investors who have requested the issue, redemption or conversion of shares shall be informed of such suspension when such request is made."
4. Insertion in article 27 paragraph a) of the Articles of a new case of dissolution by compulsory redemption of shares which shall read as follows:
"A Sub-Fund may be dissolved by compulsory redemption of shares of the class concerned, upon:
a) a decision of the Board of Directors if the net assets of the Sub-Fund concerned have decreased below Euro 1 million or the equivalent in another currency during a certain period of time as disclosed in the prospectus of the Fund, or if the net assets of the Sub-Fund or Class concerned have decreased below such an amount considered by the Board of Directors as the minimum level under which such Sub-Fund or Class may no longer operate in an economically efficient way, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class would justify the liquidation of such Sub-Fund or Class, or if it is required by the interests of the shareholders concerned,".
5. Amendment of the Prospectus, including, but not limited to the above mentioned changes as well as all relevant agreements in order to reflect the change of name.
6. Update of the Key Investor Information documents in order to reflect the change of name.

The restated version of the Articles of Incorporation can be obtained free of charge on request made at the Fund's registered office as well as the updated version of the Prospectus, the relevant agreements and the Key Investor Information documents, which will reflect the changes decided.

Please be advised that the EGM shall validly deliberate whatever the portion of the capital represented. Resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Should you or your proxy wish to take part in the EGM, you are kindly requested to inform the Fund at least two clear days prior to the holding of the EGM of your intention to attend. You, respectively your proxy, shall be admitted subject to verification of your identity.

In case you would not be able to attend the EGM, but nevertheless wish to vote, please return the enclosed proxy duly completed and signed to the Domiciliary Agent of the Fund, Casa4Funds SA at the following address:

- Until the 19th January 2014 at 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

- Until the 20th January 2014 at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg,

attn. Mrs Laetitia Gorlini, Phone +352 27 000 70 100 - Fax +352 26 200 868 at the latest on 7th February 2014.

For the Board of Directors.

Référence de publication: 2014003350/755/59.

FTC Futures Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 47.021.

Die Aktionäre der SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

einberufen, welche am Sitz der Gesellschaft am 3. Februar 2014 um 11.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

Tagesordnung:

1. Kenntnisnahme des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates und des Berichtes des Abschlussprüfers
2. Billigung des Jahresabschlusses und der Ergebniszuweisung per 30. September 2013
3. Entlastung für die Verwaltungsratsmitglieder für das abgelaufene Geschäftsjahr
4. Satzungsgemäße Ernennungen
5. Verschiedenes

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007285/755/20.

Nobel Constructing Company S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 16.419.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 3 février 2014 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014007278/1023/17.

GRENADINE Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 117.308.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2013181517/12.

(130221778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

FORCHIM S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 6.398.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 février 2014 à 11.30 heures dans les bureaux de l'Etude Tabery & Wauthier, 10, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Ratification de la nomination par cooptation d'un nouvel Administrateur;
2. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
3. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2013;
4. Affectation du résultat;
5. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014010499/322/19.

BTS Funds (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 154.046.

Hiermit wird allen Aktionären mitgeteilt, dass eine

AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre des BTS Funds (Lux) (die "Gesellschaft") am 03. Februar 2014 um 11.00 Uhr am Amtssitz des Notars Henri HELLINCKX in 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg, stattfinden wird.

Im Rahmen ihrer Tagesordnung soll die AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG eine Neufassung der Satzung beschließen, um die Gesellschaft an die modifizierte Richtlinie 2009/65/EG ("OGAW IV") und die Vorgaben des CSSF-Rundschreibens 13/559 sowie um weitere Änderungen anzupassen.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Abänderung von Artikel 3 "Zweck" der Satzung wie folgt:
 - 1) Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und/ oder sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen ("Gesetz von 2010") mit dem Ziel einen Mehrwert zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.
Die Gesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz von 2010 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) ("Gesetz vom 10. August 1915") festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.
2. Neufassung der Satzung

Die Aktionäre werden darauf hingewiesen, dass im Zusammenhang mit der Tagesordnung ein Anwesenheitsquorum von mehr als der Hälfte des Gesellschaftskapitals festgelegt ist und dass Beschlüsse der Außerordentlichen Generalversammlung mit wenigstens Zweidrittel der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Aktien getroffen werden.

Die gesetzlich vorgeschriebenen Informationen für die Anteilhaber können am Gesellschaftssitz des BTS Funds (Lux) in 2, Place Dargent, L-1413 Luxemburg eingesehen werden. Die Aktionäre können außerdem die Zusendung dieser Unterlagen an sich verlangen.

Der Verwaltungsrat.

Der Prospekt, die Wesentlichen Anlegerinformationen, die Satzung sowie die Jahres- und Halbjahresberichte können kostenlos am Sitz der Vertreterin in der Schweiz, M.M. Warburg Bank (Schweiz) AG, Parkring 12, Postfach, 8027 Zürich, bezogen werden.

Vertreter und Zahlstelle in der Schweiz: M.M.Warburg Bank (Schweiz) AG, Parkring 12, 8027 Zürich

Référence de publication: 2014006434/755/35.

Dato Investment Holding S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 134.053.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le dix-sept décembre.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

La société civile TARCZYNSKI INVESTMENT, société de droit luxembourgeois, immatriculée au R.C.S Luxembourg sous le N° E 5099, ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

ici représentée par Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, agissant en sa qualité de gérant de la société.

Laquelle comparante, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société DATO INVESTMENT HOLDING S. à r.l. SPF, (la «Société») ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, Rue Aldringen, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 26 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3019 du 29 décembre 2007; les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 18 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1.099 du 08 mai 2013;

- que le capital social de la Société s'élève actuellement à quatorze mille neuf cents euros (14.900.-EUR) représenté par cent quarante-neuf (149) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.-EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- que la partie comparante est seule propriétaire de toutes les parts sociales et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 16 décembre 2013, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associée unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 16 décembre 2013 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société;

il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales et/ ou du registre des associés;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1118 Luxembourg, 23, Rue Aldringen.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'associé unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue française, suivi d'une version anglaise, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à mille euros (1,000.-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand thirteen, on the seventeenth day of December.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

The company "TARCZYNSKI INVESTMENT", société civile, incorporated under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23, rue Aldringen L-1118 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number E 5099,

Hereby represented by Mr Philippe AFLALO, company's director, residing professionally in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, acting in his capacity as manager of the company.

Such appearing party, has requested the undersigned notary to state:

- that it is the sole actual shareholder of "DATO INVESTMENT HOLDING S. à r.l. SPF" (the "Company"), having its registered office in L-1118 Luxembourg, 23, Rue Aldringen, incorporated by deed of the undersigned notary, on the 26th day of October 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3019 on the 29th of December, 2007. The articles of incorporation have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary, on the 18th day of February, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1099 of the 8th day of May, 2013.

- that the capital of the Company is fixed at fourteen thousand nine hundred euros (14.900.-EUR) represented by hundred forty-nine (149) shares with a nominal value of hundred euros (100.-EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

- that the appearing party is the sole owner of all the shares and declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company;

- that the appearing party, in its capacity as sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at December 16, 2013, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at December 16, 2013, being only one information for all purposes;

- following the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's managers are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there shall be arranged the cancellation of all issued shares and/or the shareholders register;

- the books and documents of the corporation shall be lodged during a period of five years at L-1118 Luxembourg, 23, Rue Aldringen;

No confusion of patrimony between the dissolved company and the assets of, nor the reimbursement to the sole shareholder can be made, before a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, and only if no creditor of the Company currently dissolved and liquidated has demanded the creation of security.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in French, followed by an English version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at one thousand euros (1,000.-EUR).

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed,

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 décembre 2013. Relation: LAC/2013/58176. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2014.

Référence de publication: 2014005234/108.

(140005389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2014.

Botech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 127.474.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand thirteen, on the 23rd day of December.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

The company BOTECH Partners, Société Civile, incorporated under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number E 5067,

Hereby represented by Mr Philippe AFLALO, company's director, residing professionally in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, acting in his capacity as manager of the company.

Such appearing party, has requested the undersigned notary to state:

- that it is the sole actual shareholder of BOTECH S.à r.l.(the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated by deed of the undersigned notary on April, 19th, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1268 of June, 26th, 2007. The Articles of Association have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary on July, 4th, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2204 of 19th September 2011;

- that the capital of the Company is fixed at TWO HUNDRED TEN THOUSAND EUROS (210,000 EUR.-) represented by ONE THOUSAND SIX HUNDRED EIGHTY (1.680.-) shares with a par value of ONE HUNDRED TWENTY-FIVE EUROS (EUR 125.-) each, all fully paid-up;

- that the appearing party, prenamed, is the sole owner of all the shares and declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company;

- that the appearing party, in its capacity as sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the appearing party, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at December 18, 2013, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at December 18, 2013, being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's manager are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there shall be proceeded to the cancellation of all issued shares;

- the books and documents of the company shall be lodged during a period of five years at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

No confusion of patrimony between the dissolved company and the asset of, nor the reimbursement to the sole shareholder can be made, before a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, and only if no creditor of the Company currently dissolved and liquidated has demanded the creation of security.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at two thousand euro (EUR 2,000).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

La Société BOTECH Partners, société civile de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro E 5067,

ici représentée par Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, agissant en sa qualité de gérant de la société.

Laquelle comparante, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société BOTECH S.à r.l. (la «Société»), société à responsabilité limitée, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 19 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1268 du 26 juin 2007. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 4 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2204 du 19 septembre 2011;

- que le capital social de la Société s'élève à DEUX CENT DIX MILLE EUROS (210.000.- EUR) représenté par MILLE SIX CENT QUATRE-VINGTS (1.680.-) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125.- EUR) chacune, entièrement libérées;

- que la partie comparante, pré-qualifiée, est seule propriétaire de toutes les parts sociales et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que la partie comparante, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 18 décembre 2013, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associée unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 18 décembre 2013 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'associé unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à deux mille euros (EUR 2.000).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60580. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2014.

Référence de publication: 2014007403/108.

(140008657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2014.

Polytrinity Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 130.004.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand thirteen, on the twenty-third day of December.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

The company JGM INVESTMENT, société civile, incorporated under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number E 5083,

Hereby represented by Mr Philippe AFLALO, company's director, residing professionally in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, acting in his capacity as manager of the company.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to state:

- that it is the sole actual shareholder of POLYTRINITY INVESTMENT S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated by deed of the undersigned notary on July 5th, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1904 of September 6th, 2007. The Articles of Association have been amended by a deed of the undersigned notary on January 27th, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 473 of 4th March 2009;

- that the capital of the Company is fixed at SIXTEEN THOUSAND ONE HUNDRED SIXTY EUROS (EUR 16,160.-) represented by SIXTEEN THOUSAND ONE HUNDRED SIXTY (16,160) shares with a par value of ONE EURO (EUR 1.-) each, all fully paid-up;

- that the appearing party, prenamed, is the sole owner of all the shares and declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company;

- that the appearing party, prenamed, in its capacity as sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the appearing party, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at December 19, 2013, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at December 19, 2013, being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's managers are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there shall be proceeded to the cancellation of all issued shares;

- the books and documents of the company shall be lodged during a period of five years at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

No confusion of patrimony between the dissolved company and the assets of, nor the reimbursement to the sole shareholder can be made, before a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, and only if no creditor of the Company currently dissolved and liquidated has demanded the creation of security.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at two thousand euros (EUR 2,000).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

La Société JGM Investment, société civile de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro E 5 083,

ici représentée par Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, agissant en sa qualité de gérant de la société.

Laquelle comparante, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société POLYTRINITY INVESTMENT S.à r.l. (la «Société»), société à responsabilité limitée, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 5 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1904 du 6 septembre 2007. Les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire instrumentant en date du 27 janvier 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 473 du 4 mars 2009;

- que le capital social de la Société s'élève à SEIZE MILLE CENT SOIXANTE EUROS (16.160.- EUR) représenté par SEIZE MILLE CENT SOIXANTE (16.160.-) parts sociales d'une valeur nominale de UN EURO (1.-EUR) chacune, entièrement libérées;

- que la partie comparante, est seule propriétaire de toutes les parts sociales et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que la partie comparante, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 19 décembre 2013, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associée unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 19 décembre 2013 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'associé unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à deux mille euros (EUR 2.000).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60574. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2014.

Référence de publication: 2014007853/108.

(140008599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2014.

JKS Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 163.652.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand thirteen, on the seventeenth day of December.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

The company SPK JURCZYK, KAPCIO, STYPULA société civile, incorporated under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, registered with the Luxembourg Trade Register under the number E 5119,

Hereby represented by Mr Philippe AFLALO, company's director, residing professionally in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, acting in his capacity as manager of the company.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to state:

- that it is the sole actual shareholder of JKS Invest S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated by deed of the undersigned notary on September, 21st, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2773 of November, 14th, 2011. The Articles of Association have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary on February, 7, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 784 of March, 24 2012;

- that the capital of the Company is fixed at four hundred twelve thousand five hundred EUROS (412.500.-EUR) represented by forty-one thousand two hundred fifty (41.250) shares with a par value of TEN EUROS (10.- EUR) each, all fully paid-up;

- that the appearing party, prenamed, is the sole owner of all the shares and declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company;

- that the appearing party, represented as stated above, in its capacity as sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the appearing party, represented as stated above, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at December 16, 2013, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at December 16, 2013, being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's managers are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there shall be proceeded to the cancellation of all issued shares;

- the books and documents of the company shall be lodged during a period of five years at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

No confusion of patrimony can be made, neither the assets of dissolved company or the reimbursement to the sole shareholder can be done, before a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, and only if no creditor of the Company currently dissolved and liquidated has demanded the creation of security.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at two thousand euro (EUR 2,000).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

La Société SPK JURCZYK, KAPCIO, STYPULA, société civile de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro E 5119,

ici représentée par Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, agissant en sa qualité de gérant de la société.

Laquelle comparante, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société JKS Invest S.à r.l. (la «Société»), société à responsabilité limitée, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 21 septembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2773 du 14 novembre 2011. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 7 février 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 784 du 24 mars 2012;

- que le capital social de la Société s'élève à quatre cent douze mille cinq cents EUROS (412.500.-EUR) représenté par quarante et un mille deux cent cinquante (41.250) parts sociales d'une valeur nominale de dix EUROS (10.- EUR) chacune, entièrement libérées;

- que la partie comparante, est seule propriétaire de toutes les parts sociales et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que la partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 16 décembre 2013, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associée unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 16 décembre 2013 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'associé unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à deux mille euros (EUR 2.000).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire,

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 décembre 2013. Relation: LAC/2013/58177. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2014.

Référence de publication: 2014005403/108.

(140005388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2014.

Flossbach von Storch SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 133.073.

Die Aktionäre der Flossbach von Storch SICAV werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 12. Februar 2014 um 11:15 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Anpassung der Satzung an die Vorgaben aus der Richtlinie 2011/61/EU sowie die nationalen Bestimmungen in Luxemburg und Deutschland. Die Satzung wird dabei vollständig überarbeitet.
Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt.
2. Änderung der Satzung hinsichtlich der Ausgabe von Inhaberaktien.
Inhaberaktien sollen künftig bis auf drei Nachkommastellen ausgegeben werden können.
Die jeweiligen Änderungen treten am Tag der beschlussfähigen Außerordentlichen Generalversammlung in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o. a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle bis zum 7. Februar 2014 sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 7. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der Flossbach von Storch SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Fax-Nr.: 00352/44903-4506 oder E-Mail: directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Luxembourg, im Januar 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014012038/755/34.

Mittelmeer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 132.507.

Itsastar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 149.568.

Mittelmeer S.A.

Société Anonyme

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen

R.C.S. Luxembourg B 132.507.

(ci-après la «Société Absorbante»)

et

Itsastar S.A.

Société Anonyme

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 149.568.

(ci-après la «Société Absorbée»)

PROJET DE FUSION

L'an deux mil treize, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg;

A comparu:

Madame Sandra CORTINOVIS, avocate à la Cour, demeurant professionnellement au 13, rue Aldringen L-1118 Luxembourg;

1. agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de «Mittelmeer S.A.» (ci-après la «Société Absorbante»), ayant son siège social au 13, rue Aldringen L-1118 Luxembourg, ayant un capital social de un million six cent cinquante mille euros (1.650.000,- EUR) divisé en seize mille cinq cents (16.500) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.507;

2. agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de «Istastar S.A.» (ci-après la «Société Absorbée»), ayant son siège social au 13, rue Aldringen L-1118 Luxembourg, ayant un capital social de un million d'euros (1.000.000,- EUR) divisé en dix mille (10.000) actions ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.568;

en vertu de deux (2) résolutions lui conférés par les conseils d'administrations des deux (2) sociétés, prises le 16 décembre 2013, dont une copie, après avoir été paraphée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui,

Les conseils d'administration des sociétés ci-dessus mentionnées (ci-après ensemble les «Sociétés») a convenu par résolutions en date du 16 décembre 2013 des termes du présent projet de fusion (le «Projet de Fusion») afin de spécifier les termes et conditions de la fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante (la «Fusion») et a déclaré:

- La Société Absorbée et la Société Absorbante sont chacune détenues à cent pour cent (100%) par Monsieur Manuel VAQUE BOIX, né le 31 mai 1953 à Barcelone (Espagne), demeurant à 1, Lindenweg CH-8590 Romanshorn (Suisse), prénommé (l'«Associé»).

- La Société Absorbante et la Société Absorbée ne sont pas dissoutes ni déclarées en faillite, et aucune cessation de paiement n'a été déclarée concernant les Sociétés.

- Le présent projet de fusion sera publié dans le Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations conformément aux articles 262 et 9 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»).

- Les conseils d'administration de la Société Absorbante et de la Société Absorbée propose de fusionner les sociétés et d'arrêter un projet de fusion, projet dont la teneur est la suivante:

Titre I^{er} . Description de la fusion:

La société «Mittelmeer S.A.», prénommée, entend fusionner, conformément aux dispositions des articles 261 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après «la Loi»), par absorption de «Istastar S.A.», prénommée.

Titre II. Modalités de la Fusion:

A. Renseignements généraux concernant les sociétés concernées par la fusion (article 261 (2) a) de la Loi).

a) La Société Absorbante:

La Société Absorbante est la société à responsabilité limitée «Mittelmeer S.A.», ayant son siège social au 13, rue Aldringen L-1118 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Me Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 28 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Associations et des Sociétés de Luxembourg n° 2601 le 14 novembre 2007,

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.507;

dont l'objet social est le suivant:

«La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou toutes autres manières.

La société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.»

Et dont le capital social est fixé à un million six cent cinquante mille euros (1.650.000,- EUR) divisé en seize mille cinq cents (16.500) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement souscrites et libérées.

b) La Société Absorbée:

La Société Absorbée est la société à responsabilité limitée «Istastar S.A.», ayant son siège social au 13, rue Aldringen L-1118 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 19 novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Associations et des Sociétés de Luxembourg n° 2525 le 28 décembre 2009,

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.568,

dont l'objet social est le suivant:

«La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou toutes autres manières.

La société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.»

Et dont le capital social est fixé à un million d'euros (1.000.000,-EUR) divisé en dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement souscrites et libérées.

B. Fixation de la date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante art. 261 (2) e) de la Loi. Conformément à l'article 257 et suivants de la Loi concernant les fusions par absorption, à la Date Effective (telle que définie à l'article 2 ci-dessous) la Société Absorbée transférera la totalité de son actif et passif (connu et inconnu) à titre universel à la Société Absorbante, par effet de la loi, sans aucune exception ou réserve, de manière à ce qu'à la Date Effective i) tous les actifs de la Société Absorbée seront acquis par la Société Absorbante et seront par après la propriété de la Société Absorbante, ii) la Société Absorbante assumera tous les passifs et obligations de la Société Absorbée, à condition toutefois, nonobstant ce qui précède, que (a) les montants dus entre la Société Absorbée et la Société Absorbante seront annulés sans contrepartie, (b) les parts sociales émises et en circulation de la Société Absorbée seront annulées et (c) la Société Absorbée cessera d'exister sans liquidation. Les actifs et passifs de la Société Absorbée seront évalués à leur valeur comptable.

Les activités des Sociétés Fusionnantes seront poursuivies par la Société Absorbante à compter de la Date Effective.

Entre les Sociétés et du point de vue comptable la Fusion devient effective au 31 décembre 2013 (la «Date Effective»), date à laquelle notamment le transfert de la totalité des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante interviendra par effet de la Loi.

E. Droits spéciaux des associés et Avantages particuliers aux membres des organes de gestion (article 261 (2) f) et g) de la Loi. Il n'existe aucun associé de la Société Absorbée ou de la Société Absorbante disposant de droits spéciaux et il n'existe aucun titulaire de valeur mobilière autres que les actions ni aucun titulaire de droits spéciaux dans les Sociétés.

Aucun bénéfice particulier n'a été ou ne sera accordé en relation avec la Fusion aux organes de gestions des Sociétés, ni aux experts nommés par la Société Absorbée ou par la Société Absorbante conformément à l'article 266 de la Loi et aucune autre personne impliquée dans la présente Fusion ne reçoit de tels bénéfices.

F. Dispense des rapports visés aux articles 265 et 266 de la Loi. En application de l'article 265 (3) l'Actionnaire Unique a décidé que le rapport visé à l'article 265 (1) et les informations visées à l'article 265 (2) ne seraient pas requis.

En application de l'article 266 (5) l'Actionnaire Unique a décidé que l'examen et le rapport par un expert indépendant visés à l'article 266 ne seraient pas requis.

G. Mandat des membres des organes de gestion des Sociétés Fusionnantes.

1. Les membres du conseil d'administration de la Société Absorbante demeureront inchangés après la Date Effective.

2. Le mandat des membres du conseil d'administration de la Société Absorbante prendra fin à la Date Effective et décharge pleine et entière leur seront accordés pour leurs devoirs accomplis.

H. Obligations concernant les formalités de la Société Absorbante. La Société Absorbante effectuera toutes les formalités légales requises par la loi et qui sont nécessaires ou utiles à la réalisation de la Fusion et au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

I. Remise des titres. La Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses actes de constitution et actes modificatifs, tous actes, toute modification, tous contrats/conventions et autres transactions de quelque nature que ce soit, ainsi que les livres comptables et archives y relatives et tous autres documents comptables, titres de propriété ou acte justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, documents justificatifs des opérations réalisées, valeur mobilière ainsi que tous contrats, archives, bons et autres documents quelconques relatifs aux éléments d'actif et droits apportés à la Date Effective.

J. Approbation nécessaire pour l'achèvement de la Fusion. La Fusion n'aura pas besoin d'être approuvée par les assemblées générales des associés des Sociétés Fusionnantes selon l'Article 279 de la Loi Luxembourgeoise des Sociétés si les conditions suivantes ont été remplies:

(i) La publication du Projet de Fusion prévue par l'article 262 de la Loi Luxembourgeoise des Sociétés sera faite concernant la Société Absorbante et la Société Absorbée au moins un (1) mois avant que la fusion ne prenne effet entre les Sociétés Fusionnantes;

(ii) Tous les associés de la Société Absorbante sont en droit d'inspecter les documents spécifiques de l'article 267, paragraphe 1) a) b) et c) de la loi luxembourgeoise des Sociétés et inscrit dans la section 10 ci-dessous et peuvent obtenir une copie de celui-ci sans frais au siège social de la Société Absorbante, au moins un (1) mois avant que la fusion ne devienne effective entre les Sociétés Fusionnantes;

(iii) Un (1) ou plusieurs des associés représentant au moins 5% de la part du capital souscrit de la Société Absorbante ont le droit, au moins un mois avant que la fusion ne prenne effet entre les Sociétés Fusionnantes, d'exiger qu'une assemblée générale des associés de la Société Absorbante soit constituée afin de voter l'approbation de la Fusion. La réunion doit être convoquée dans le mois qui suit la demande d'une telle réunion.

K. Documents disponibles au siège social de chacune des sociétés participant à la fusion. Les documents suivants seront disponibles aux sièges sociaux des Sociétés Fusionnantes:

(i) le présent Projet de Fusion;

(ii) les comptes annuels et rapports relatifs de chacune des Sociétés Fusionnantes des trois (3) derniers exercices sociaux; et

(iii) les états financiers intérimaires de la Société Absorbée en date du 10 décembre 2013 et les états financiers intérimaires de la Société Absorbante en date du 10 décembre 2013.

Les associés des Sociétés Fusionnantes peuvent obtenir, sur demande et gratuitement, des copies de ces documents relatifs à la Fusion.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations dans quelque forme que ce soit, qui seront mis à la charge de la Société Absorbante suite à cet acte, sont estimées s'élever à un montant de mille quatre cent quarante-trois euros (1.443,-EUR).

Déclaration

Après avoir été informé par le notaire instrumentant, les parties comparantes, représentées comme ci-avant, déclarent reconnaître que la Fusion sera effectuée selon les règles sur les fusions simplifiées telles qu'énoncées aux articles 278 à 280 de la Loi Luxembourgeoise sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Le notaire instrumentant, en vertu de l'article 271 de la Loi Luxembourgeoise sur les sociétés commerciale telle que modifiée, certifie par la présente l'existence et la légalité des Modalités et des Conditions de la Fusion.

DONT ACTE, le présent acte notarial fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des comparantes, connue du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. CORTINOVIS, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18/12/2013. Relation: LAC/2013/58107. Reçu 12.-€ (douze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, Délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Paul DECKER.

Référence de publication: 2013180602/175.

(130220211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Assenagon Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 129.914.

Das Verwaltungsreglement des Organismus für gemeinsame Anlagen Assenagon Sustanz wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014009706/10.

(140011356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Crossroad FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Aus den Beschlüssen der Verwaltungsgesellschaft vom 8. Januar 2014 geht hervor, dass der Fonds "Crossroad FCP-FIS" mit Wirkung zum 1. Januar 2014 in Liquidation gesetzt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für die Gesellschaft

Allegro S.à r.l.

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014011409/10.

Berlin (Bridge) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.285.400,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.220.

Il résulte de résolutions écrites prises en date du 17 janvier 2014 de l'associé unique de la Société (les «Résolutions Ecrites») que Monsieur Tomas Lichy et Monsieur Alex Gillette ont été démis de leurs mandats de gérants de la Société avec effet immédiat.

Il ressort des Résolutions Ecrites que:

- Monsieur Martijn Sinninghe Damsté, né le 2 novembre 1978 à Deventer (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Monsieur Hinnerk Koch, né le 15 mars 1963 à Bremen (Allemagne) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Monsieur Laurent Bélik, né le 2 septembre 1974 à Ixelles (Belgique) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Madame Danielle Delnoije, née le 14 février 1974 à Sittard (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

ont été nommés gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Il résulte des Résolutions Ecrites que le siège social de la Société est transféré de son adresse actuelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BERLIN (BRIDGE) S.à r.l.

Référence de publication: 2014009758/25.

(140011224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Dusseldorf (Bridge) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.285.950,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.092.

Il résulte de résolutions écrites prises en date du 17 janvier 2014 de l'associé unique de la Société (les «Résolutions Ecrites») que Monsieur Tomas Lichy et Monsieur Alex Gillette ont été démis de leurs mandats de gérants de la Société avec effet immédiat.

Il ressort des Résolutions Ecrites que:

- Monsieur Martijn Sinninghe Damsté, né le 2 novembre 1978 à Deventer (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Monsieur Hinnerk Koch, né le 15 mars 1963 à Bremen (Allemagne) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Monsieur Laurent Bélik, né le 2 septembre 1974 à Ixelles (Belgique) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Madame Danielle Delnoije, née le 14 février 1974 à Sittard (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

ont été nommés gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Il résulte des Résolutions Ecrites que le siège social de la Société est transféré de son adresse actuelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DUSSELDORF (BRIDGE) S.à r.l

Référence de publication: 2014009903/25.

(140011227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Eschborn (Bridge) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.465.025,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.219.

Il résulte de résolutions écrites prises en date du 17 janvier 2014 de l'associé unique de la Société (les «Résolutions Ecrites») que Monsieur Tomas Lichy et Monsieur Alex Gillette ont été démis de leurs mandats de gérants de la Société avec effet immédiat.

Il ressort des Résolutions Ecrites que:

- Monsieur Martijn Sinninghe Damsté, né le 2 novembre 1978 à Deventer (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Monsieur Hinnerk Koch, né le 15 mars 1963 à Bremen (Allemagne) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Monsieur Laurent Bélik, né le 2 septembre 1974 à Ixelles (Belgique) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Madame Danielle Delnoije, née le 14 février 1974 à Sittard (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

ont été nommés gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Il résulte des Résolutions Ecrites que le siège social de la Société est transféré de son adresse actuelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ESCHBORN (BRIDGE) S.à r.l.

Référence de publication: 2014009935/25.

(140011229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Galluspark (Bridge) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.875.450,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.223.

Il résulte de résolutions écrites prises en date du 17 janvier 2014 de l'associé unique de la Société (les «Résolutions Ecrites») que Monsieur Tomas Lichy et Monsieur Alex Gillette ont été démis de leurs mandats de gérants de la Société avec effet immédiat.

Il ressort des Résolutions Ecrites que:

- Monsieur Martijn Sinninghe Damsté, né le 2 novembre 1978 à Deventer (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Monsieur Hinnerk Koch, né le 15 mars 1963 à Bremen (Allemagne) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Monsieur Laurent Bélik, né le 2 septembre 1974 à Ixelles (Belgique) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Madame Danielle Delnoije, née le 14 février 1974 à Sittard (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

ont été nommés gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Il résulte des Résolutions Ecrites que le siège social de la Société est transféré de son adresse actuelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GALLUSPARK (BRIDGE) S.à r.l.

Référence de publication: 2014009998/25.

(140011228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Hurrikan Power Funding Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 123.336.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014010057/9.

(140010921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Orchid Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 137.782.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014010240/9.

(140010920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

White Rock Reinsurance, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 24.170.

DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-third December.

Before Maître Paul Decker, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

“CELINVEST AMSTERDAM BV”, a company existing and governed by the laws The Netherlands, with its registered office Rotterdam (3063 ED), Admiraliteitskade 62, registered with the Chamber of Commerce Commercial Register of Rotterdam (Netherlands) under number 33205851,

here represented by Mrs. Valérie COQUILLE, Legal Manager residing professionally in Luxembourg (L-2220) by virtue of a proxy granted by the sole Shareholder on December December 20th, 2013.

Said proxy after having been initialed “ne varietur” by the proxyholder (the “Principal”) and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

The appearing party, represented as foresaid, acting in its capacity as sole shareholder of the Company has requested the undersigned notary to document the following:

I.- The appearing party is the sole shareholder of WHITE ROCK REINSURANCE, a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 24.170 (the “Company”), incorporated pursuant to a notarial deed on April 7th, 1986, under the name VITAL REINSURANCE S.A., published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 191 of July 9th, 1986.

II.- The Company has a share capital of three million two hundred thousand euro (EUR 3,200,000) divided into one million two hundred eighty thousand seven hundred (1,280,000) shares with a par value of two euro fifty cent (EUR 2.50) per share.

III.- The appearing party, as sole shareholder of the Company, declares to have full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company.

IV.- The appearing party as sole shareholder of the Company declares explicitly to dissolve the Company and to proceed with the immediate liquidation of the Company.

V.- The appearing party appoints Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A., with registered office 534, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, as liquidator and declares that all the liabilities of the Company have been paid and that he has received or will receive all assets of the Company and acknowledges that the Principal will be liable for all outstanding liabilities (if any) of the Company after its dissolution; as it results of the accounts situation established on December 20th, 2013.

VI.- As a consequence of such dissolution, full discharge is granted to the directors as well as to the auditor and the liquidator for the carrying out of their mandate up to the date of the dissolution of the Company.

VII.- The shareholders' register of the dissolved Company is cancelled.

VIII.- The records and documents of the dissolved Company will be kept for a period of five years at the former registered office of the Company, which is at L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, Grand Duchy of Luxembourg.

Although no confusion of patrimony can be made, neither the assets of dissolved company or the reimbursement to the sole shareholder can be done, before a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, and only if no creditor of the Company currently dissolved and liquidated has demanded the creation of security.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing person, who is known by the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

«CELINVEST AMSTERDAM BV», une société gouvernée par les lois des Pays-Bas, dont le siège social est à Rotterdam (3063 ED) Admiraliteitskade 62, enregistrée près du Registre de Commerce et des sociétés de Rotterdam (Pays-Bas) sous le numéro 33205851,

ici représentée aux fins des présentes par Mme Valérie COQUILLE, Legal Manager, demeurant professionnellement L-2220 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 20 décembre décembre 2013.

Laquelle procuration après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, agissant en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations:

I.- La comparante est l'actionnaire unique de WHITE ROCK REINSURANCE, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 24.170 (la «Société»), constituée suivant acte notarié le 7 avril 1986, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 191 du 9 juillet 1986.

II.- Le capital social de la Société s'élève actuellement à trois millions deux cent mille euros (3.200.000,- EUR) divisé en un million deux cent quatre-vingt mille actions (1.280.000) actions ayant une valeur nominale de deux euros cinquante cents (2,50 EUR) chacune.

III.- La comparante, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

IV.- La comparante en tant qu'actionnaire unique de la Société déclare expressément dissoudre la Société et procéder à la liquidation immédiate de la Société.

V.- Le Mandant nomme Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A., 534, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, aux fonctions de liquidateur et déclare que l'ensemble des dettes de la Société ont été réglées et qu'il a reçu ou recevra tous les actifs de la Société, et reconnaît qu'il sera tenu de l'ensemble des obligations existantes (le cas échéant) de la Société après sa dissolution; tel qu'il résulte de la situation comptable au 20 décembre 2013.

VI.- Par suite de cette dissolution, décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs de la Société ainsi qu'au réviseur agréé indépendant et au liquidateur pour l'exécution de leurs mandats jusqu'au jour de la dissolution de la Société.

VII.- Il est procédé à l'annulation du registre des actionnaires de la Société dissoute.

VIII.- Les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social de la Société, L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, Grand-Duché de Luxembourg.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. COQUILLE, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 23 décembre 2013. Relation: LAC/2013/59572. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010474/103.

(140011297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Oclaner Funds Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 183.537.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighth of January.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

OCLANER ASSET MANAGEMENT PTE LTD, incorporated and existing under the laws of Singapore as a limited liability company, having its registered office at 1 Temasek Avenue #37 - 04/05 Millenia Tower, Singapore 039192, registered with the Singapore Companies Register under number 200917644E, here acting in its own name,

hereby represented by Mr Anthony PINO, private employee, residing professionally at L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited liability company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") ("SICAV") (the "Company") as following:

Art. 1. Form and corporate name. An Investment Company with Variable Capital (SICAV) is established pursuant to the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to Undertakings for collective investment (the "2010 Law"). This SICAV shall have the corporate name "OCLANER FUNDS SICAV" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company has been established for an indefinite term. It may be dissolved by decision of the General Meeting ruling as for an amendment to the Articles of Incorporation pursuant to Article 29 below.

Art. 3. Object. The exclusive object of the Company is to invest the funds that it has available in transferable securities, in money market instruments and in all eligible assets, with the aim of spreading the investment risks and of enabling the shareholders to profit from the results of the management of its portfolio.

In a general manner, the Company may take all measures and carry out all transactions that it deems useful in order to achieve its object, while remaining within the limits specified by the 2010 Law.

Art. 4. Registered office. The Registered Office is established in Hesperange, in the Grand Duchy of Luxembourg. The Registered Office may be transferred to any other commune in the Grand Duchy of Luxembourg by decision of a General Meeting of Shareholders of the Company.

The Company may, upon a decision by the Board of Directors, create subsidiaries, branches, agencies and offices either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

In the event that the Board of Directors considers that extraordinary political events of a type that could compromise the normal activity at the registered office, easy communication with that registered office, or communication by that registered office abroad have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until the complete cessation of those extraordinary circumstances; this provisional measure shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer of its registered office, shall remain Luxembourgish.

Art. 5. Share capital, sub-funds of assets, categories and classes of shares. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 11 hereof.

The capital subscribed must reach the equivalent of one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) within a period of six (6) months following the authorisation of the Company.

The minimum capital of the Company shall be the minimum prescribed by Luxembourg law. Provided one or more sub-funds hold securities issued by one or more other sub-funds of the same Company, they will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum capital.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue fully paid shares at any time or at the respective Net Asset Values per share determined in accordance with Article 11 herein without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the law.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article 3 herein in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of securities or other assets, or with such other specific features as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each class of shares.

Within each Sub-Fund (having a specific investment policy), further classes of shares having specific sale, redemption or distribution charges and specific income distribution policies or any other features may be created as the Board of Directors may from time to time determine and as disclosed in the sales documents of the Company.

The different Sub-Funds and/or classes of shares may be denominated in different currencies to be determined by the Board of Directors provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund and/or class shall, if not denominated in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the classes. The Company shall prepare consolidated accounts in EUR.

The general meeting of holders of shares of a Sub-Fund and/or a class, deciding in accordance with the quorum and majority requirements referred to in Article 29 herein, may reduce the capital of the Company by cancellation of the shares of such Sub-Fund and/or class and refund to the holders of shares of such Sub-Fund and/or class the full Net Asset Value of the shares of such Sub-Fund and/or class as at the date of distribution.

The Board of Directors may decide the reorganization of one class of shares, by means of a division into two or more classes in the Company or in another Luxembourg undertaking for collective investment registered under Part I of the 2010 Law. Such decision will be published in the same manner as described in Article 27. B. and the publication will contain information in relation to the two or more new classes.

Art. 6. Form of shares. The Board of Directors shall decide, for each Sub-Fund, to issue bearer shares or registered shares, dematerialised.

Upon decision by the Board of Directors, any fractions of shares up to three (3) decimal places may be issued for registered shares or for bearer shares that shall be entered into the accounts to the credit of the share account of the shareholder at the Custodian Bank or the correspondent banks or the Transfert Agent providing the financial service for the shares of the Company. For each Sub-Fund the Board of Directors shall limit the number of decimal places that shall appear in the prospectus.

Fractions of shares shall not have any voting rights but shall provide a right to net assets of the Sub-Fund concerned in relation to the portion represented by those fractions. All registered shares issued by the Company shall be recorded at the shareholder register that shall be maintained by the Company or by one or more entities so designated by the Company; such recording must indicate the name of each owner of shares, his/her address or chosen place of residence, and the number of registered shares he/she holds. The records in the shareholder register may be attested through the issue of registered share confirmations.

Within the limits and conditions fixed by the Board of Directors, bearer shares may be converted into registered shares and vice versa.

Art. 7. Issue and redemption methods. The Board of Directors is authorised, at any time and without limitation, to issue new fully paid-up shares without providing existing shareholders with any priority right to the allocation of the shares to be issued. Every shareholder has the right, at any time, to request the redemption of his/her shares under the conditions and limits fixed by the current Articles of Incorporation and by the law.

Capital variations shall be effected ipso jure and without compliance with measures regarding publication and entry in the commercial and company register prescribed for increases and decreases of capital of public limited companies.

The redemption of shares may be suspended pursuant to the provisions of Article 12 below.

The issue and redemption of shares, whatever the sub-fund the shares belong in, shall be effected on the basis of the unit inventory price as defined in Article 11 below; these prices may, depending on the case, include or exclude the costs and the commissions stipulated by the Board of Directors.

The Board of Directors may, at any time, suspend or interrupt the issue of shares of a Sub-fund, category or class of shares of the Company.

In the event of a share issue, the issue price must be settled within ten (10) working days after the Valuation Day. In the event this rule is not complied with, the Company may cancel the issue while retaining the right to seek the costs

and commissions that may be due. In the event of a redemption of shares, the payment of the price for such redemption shall be made within ten (10) working days following the Valuation Day.

In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents of the Company. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the sales documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet purchase and redemption requests.

The Company may agree to issue shares against a contribution of securities, as for example in the case of merger with an external Sub-Fund, to the extent that these securities comply with the objectives and the investment policy of the Sub-Fund in question and also comply with the provisions of Luxembourg law, with the liability to submit a valuation report prepared by the External Auditor approved by the Company and which is available for consultation. All the costs connected with the contribution of securities shall be borne by the shareholders in question.

Under exceptional circumstances that may have a negative affect on the interests of the shareholders, or in the event of significant requests for redemption, the Company reserves the right not to fix the value of the shares until after the execution of the purchases and sales of securities required, and to proceed with the redemption pursuant to the provisions contained in the sale documents.

The net value of each share as well as the issue price and the redemption price at the Valuation Day shall be available from the Company and the establishments charged with recording requests for allocation and redemption. The Board of Directors shall decide, inter alia, which newspapers in which countries shall publish in particular the net value, as well as the frequency of such publications.

The Company may, with the express written agreement of the shareholders concerned, and if the principle of their equal treatment is respected, proceed with the redemption of its shares, in total or in part, for a payment pursuant to the conditions stipulated by the Company (including, without limitation, the presentation of an independent valuation report from the auditor of the Company).

Art. 8. Conversion methods. Except for specific restrictions decided by the Board of Directors and indicated in the sale documents, every shareholder is authorised to request conversion within the framework of a single sub-fund or between sub-funds of all or part of his shares of a single category and/or class of shares into shares of another category/class.

The price for the conversion of shares shall be calculated using the net asset value of the two sub-funds, categories and/or classes of shares in question, calculated on the same Valuation Day and taking into account the standard charges for the sub-funds, categories and/or classes of shares in question.

The Board of Directors may impose restrictions it considers necessary, in particular regarding the frequency, the methods and the conditions of conversions, and it may subject them to payment of fees and charges that it calculates.

In the event a conversion of shares shall result in a reduction in the number or the net asset value of the shares that a shareholder holds in one category of shares defined below by a number or value defined by the Board of Directors, the Company may oblige that shareholder to convert all the shares within the framework of that category.

Shares that have been converted shall be cancelled.

Requests for conversions may be suspended under the conditions and methods pursuant to Article 12.

Art. 9. Restrictions on ownership of shares. The Board of Directors may, at any time, at its own discretion and without the need for justification:

- refuse any allocation of shares;
- redeem at any time shares of the Company illegitimately allocated or held.

Requests for allocation or redemption of shares may be made at establishments designated by the Company.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company; and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to

be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

(2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called “the redemption price”) shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant class, determined in accordance with Article 11 herein;

(3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term “U.S. person” shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the “1933 Act”) or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act. The Board of Directors shall define the word “U.S. person” on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Company.

The Board of Directors may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

In addition to the foregoing, the Board of Directors may restrict the issue and transfer of shares of a class to institutional investors within the meaning of Article 174 of the Law of 17 December 2010 (“Institutional Investor(s)”), as may be amended from time to time. The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a class reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a class reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board of Directors will convert the relevant shares into shares of a class which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a class with similar characteristics) and which is essentially identical to the restricted class in terms of its investment object (but, for avoidance of doubt, not necessarily in terms of the fees and expenses payable by such class), unless such holding is the result of an error of the Company or its agents, or the Board of Directors will compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set out in this Article. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a class restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a class restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other shareholders of the relevant class and the Company’s agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding, in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 10. Creation and closure of sub-funds. All decisions relating to the creation or closure of a sub-fund shall be made by the Board of Directors.

The Board of Directors may, should the need arise, submit the case to the General Meeting of Shareholders to deliberate.

Art. 11. Net asset value. The net asset value per share of each sub-fund, category or class of shares of the Company as well as the issue and redemption prices shall be defined by the Company at a frequency to be stipulated by the Board of Directors, however at least twice a month.

The accounts of each sub-fund or category or class of shares shall be held separately. The net asset value shall be calculated for each sub-fund or category or class of shares and shall be expressed in the reference currency. The net asset value of the shares of each sub-fund or category or class of shares shall be defined by dividing the net assets of each sub-fund or category or class of shares by the total number of shares of each sub-fund or category or class of shares in circulation. The net assets of each sub-fund or category or class of shares correspond to the difference between the assets and the liabilities of each of the sub-funds or categories or class of shares.

The day on which the net asset value shall be defined is stipulated in the present Articles of Incorporation as the “Valuation Day”.

The Board of Directors of the Company shall establish separate pool of net assets for each sub-fund. In contacts among the shareholders, this pool shall be attributed only to the shares issued in respect to the sub-fund in question, taking account, if applicable of the distribution of this pool between the different categories and/or classes of shares of that sub-fund.

In respect to third parties, and notwithstanding Article 2093 of the Civil Code, the assets of one defined sub-fund only cover the debts, commitments and liabilities relating to that sub-fund.

The valuation of the assets and liabilities of each sub-fund of the Company shall be performed pursuant to the following principles.

In order to establish separate pools of assets corresponding to a sub-fund or to two or more categories and/or classes of shares of a given sub-fund, the following rules shall apply:

- a) if two or more categories/classes of shares relate to a single defined sub-fund, the assets attributed to those categories and/or classes of shares shall be invested together pursuant to the investment policy of the sub-fund in question, subject to the specific conditions applying to those categories and/or classes of shares;
- b) the proceeds resulting from an issue of shares relating to a single category and/or class of shares shall be attributed in the books of the Company to the sub-fund that offers that category and/or class of shares, on the understanding that if more than one category and/or class of shares are issued in relation to that sub-fund, the corresponding value shall increase the proportion of the net assets of that sub-fund attributable to the category and/or class of shares to be issued;
- c) the assets, liabilities, revenues and costs relating to a sub-fund shall be attributed to the category(ies) and/or class(es) of shares corresponding to that sub-fund;
- d) in the event one asset results from another asset, that asset shall be attributed, in the books of the Company, to the same sub-fund or the same category and/or class of shares to which the asset from which it results belongs, and for each new valuation of an asset, the increase or the decrease in the value shall be attributed to the corresponding sub-fund or the category and/or class of shares;
- e) if the Company has a liability that is attributable to an asset of a defined sub-fund or a category and/or class of shares, or to an operation performed in relation to an asset of a defined sub-fund or a category and/or class of shares, that liability shall be attributed to that sub-fund or category and/or class of shares;
- f) in the event an asset or a liability of the Company cannot be attributed to a defined sub-fund, that asset or liability shall be attributed to all the sub-funds in proportion to the net asset value of the categories and/or classes of shares in question or in another manner that the Board of Directors shall determine in good faith;
- g) after distributions made to the holders of shares of one category and/or class, the net asset value of that category and/or class of shares shall be reduced by the value of those distributions.

The valuation of assets and liabilities of each sub-fund of the Company shall be performed, unless given otherwise in the Prospectus, according to the following principles:

- a) the value of the cash in hand or deposits, securities and bills payable on demand, advance payments, dividends and interests that have fallen due but are not yet collected, shall be calculated using the nominal value of those assets, unless it appears improbable that the asset in question can be collected. In such a case, the value shall be defined with the deduction of a specific amount that appears reasonable in order to reflect the real value of those assets;
- b) the valuation of securities officially listed or negotiated on a regulated market that is functioning normally, recognised and open to the public, is based on the last rate known and if that security is traded on more than one market, based on the last rate known on the principle market for that security. If the last rate known is not representative, the valuation shall be based on the probable sale value estimated using the principles of prudence and good faith;
- c) securities that are not quoted or are not negotiable on a stock market or on a regulated market, functioning normally, recognised and open to the public, shall be valued on the basis of the probable sale value estimated using the principles of prudence and good faith;
- d) securities expressed in a different currency than that of the sub-fund in question shall be converted using the last exchange rate known;
- e) the liquidation value of futures contracts and option contracts that are not negotiated on regulated markets shall equal their net liquidation value defined pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis applied coherently for each type of contract. The liquidation value of futures contracts or option contracts negotiated on regulated markets shall be based on the last available settlement price for these contracts on the regulated markets on which these futures contracts or option contracts are negotiated by the Company; in the event a futures contract or option contract cannot be liquidated on the day on which the net assets are evaluated, the base that shall be used to determine the liquidation value of that contract shall be defined by the Board of Directors in a fair and reasonable manner;
- f) if procedures so permit, liquid assets, money market instruments and all other instruments may be valued using the last closing rate known or according to the linear depreciation method. In the event of linear depreciation, the portfolio positions shall be regularly reviewed under the direction of the Board of Directors in order to establish whether there is a difference between the valuation according to the last closing rate known method and according to the linear de-

preciation method. If there is a difference that could lead to a consequent dilution or damage to the shareholders, appropriate corrective measures may be taken, including if necessary a calculation of the net asset value using the last closing rate known;

g) units of UCITS and/or other UCI shall be valued at their last known net asset value per share;

h) interest rate swaps shall be valued at their market value established by reference to the applicable rate curve. Swaps on financial indexes or instruments shall be valued at their market value established by reference to the financial index or instrument in question. The valuation of the swap contracts relative to the financial indexes or instruments shall be based on the market value of these swap operations according to the procedures established by the Board of Directors;

i) all other securities and assets shall be valued at their market value defined in good faith, in compliance with the procedures established by the Board of Directors;

j) all other holdings shall be valued on the basis of their probable realisation value, which must be estimated with prudence and in good faith.

The appropriate deductions shall be performed for the costs incurred by the Company, by each sub-fund or by each category and/or class of shares, calculated on a regular base, and any eventual liabilities of the Company, of each sub-fund and of each category and/or class of shares shall be taken into account by a fair valuation.

The appropriate deductions shall be made for the expenditure incurred by the Company and the liabilities of the Company shall be taken into consideration according to fair and prudent criteria. The Company shall bear the totality of the operating costs anticipated in its Prospectus and/or by contract. The Company shall be instructed to pay remuneration provided to external operators, to the Custodian Bank and, should the need arise, those of the correspondents, commission for the Administrative and Financial Agent; the costs and fees of the External Auditor; the costs of publication and for informing the shareholders, in particular the costs of printing and distributing the prospectus and the periodical reports; the capital outlay, including the costs of necessary procedures for the establishment of the Company, for its introduction into the stock market and for its approval by the relevant authorities; the brokerage and commissions arising from the transactions on the securities in the portfolio; all the taxes and duties that may be due on its revenues; the subscription price as well as the fees due to the supervisory authorities, the costs arising from the distribution of dividends; the costs of consultation and other costs of extraordinary measures, in particular the expert valuations or lawsuits with the aim of safeguarding the interests of the shareholders; the annual duties for listing on the stock market.

In addition, all reasonable expenditure and advance payments, including, without this list being in any way exhaustive, costs for telephone, telex, telegram and postage incurred by the Custodian Bank from purchases and sales of securities in the portfolio of the Company, shall be borne by the Company.

This remuneration also includes that relating to the functions of the recording agent of the Company. As paying agent, the Custodian Bank may apply its normal commission in relation to the payment of the dividends by the Company.

Art. 12. Suspension of the calculation of the net asset value and issue and redemption of shares. Irrespective of the legal causes of suspension, the Company may at any moment suspend the valuation of the net value of the shares in a sub-fund, a category or class of shares of the Company as well as the issue and redemption and conversion of these shares in the following cases:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or any other regulated market on which any substantial portion of the Company's investments of the relevant class for the time being are quoted, is closed or during which dealings are restricted or suspended;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant class by the Company is impracticable;

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Company's investments or the current prices or values on any market or stock exchange;

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange;

(e) further to the publication of a convening notice to a general meeting of shareholders in order to resolve the winding up or the liquidation of the Company;

(f) if the Board of Directors has determined that there has been a material change in the valuations of a substantial proportion of the investments of the Company attributable to a particular class of shares in the preparation or use of a valuation or the carrying out of a later or subsequent valuation; and/or

(g) during any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company or its shareholders might so otherwise have suffered;

(h) when a Sub-Fund merges with another sub-fund or with another UCITS (or a Sub-Fund of such other UCITS) provided any such suspension is justified by the protection of the Shareholders;

(i) when a class of shares or a sub-fund is a Feeder of another UCITS, if the net asset value calculation of the Master UCITS or sub-fund or class of shares is suspended.

In the absence of bad faith, grave negligence and clear error, any decision taken by the Board of Directors or by a person delegated by the Board of Directors in relation to the calculation of the net asset value, shall be definitive and obligatory for the Company as well as for the shareholders.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any Sub-Fund, category and/or class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issuance, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund, category and/or class of shares.

Art. 13. General meetings of Shareholders. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Sub-Fund of which shares are held by them. It shall enjoy the broadest powers for ordering, performing or ratifying all acts relating to the operations of the Company.

The Annual General Meeting of Shareholders shall be held at the registered office of the Company or at any other location in the Grand Duchy of Luxembourg that shall be stipulated in the convocation, the third Friday of April at 10.00 am. In the event that this day is a public holiday or a bank holiday in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held the first subsequent day that banks are open. The Annual General Meeting may be held abroad if the Board of Directors states without appeal that exceptional circumstances require such a move.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time and place are to be decided by the Board of Directors.

Decisions concerning the general interests of the shareholders of the Company shall be taken during a General Meeting of the Shareholders and the decisions concerning specific rights of shareholders of a sub-fund or of a category/class of shares shall be taken during a General Meeting of the Shareholders of that sub-fund or that category/class of shares.

The quorums and delays required by law shall regulate the convocations and the course of the General Meetings of Shareholders of the Company wherever these are not specified in the present Articles of Incorporation.

Other general meetings may be held at such time and place as decided by the Board of Directors and may be specified in the respective notices and/or publication of meeting.

The Board of Directors may convene a general meeting of Shareholders pursuant to a notice setting forth the agenda published to the extent and in the manner required by Luxembourg law and/or sent at least eight (8) days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders or at such other address indicated by the relevant Shareholder. No evidence of the giving of such notice to registered Shareholders is required by the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If no publications are made, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

Shareholders will meet upon call by the Board of Directors or upon the written request of shareholders representing at least one tenth (1/10) of the share capital of the Company, pursuant to a notice setting forth the agenda sent and/or published in accordance with applicable law.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date. In case of dematerialised shares (if issued) the right of a holder of such shares to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to such shares will be determined by reference to the shares held by this holder as at the time and date provided for by Luxembourg laws and regulations.

In order to be admitted into the General Meeting, every shareholder must deposit his bearer shares five working days before the date fixed for the General Meeting, at the registered office or at establishments designated in the convocation.

The owners of registered shares must, within the same deadline, inform the Board of Directors in writing (letter or proxy) of their intention to participate in the General Meeting and must indicate the number of shares for which they intend to participate in the voting.

Any share of any sub-fund, category or class, whatever its value, provides the right to a single vote.

Every shareholder may take part in General Meetings of Shareholders appointing another person in writing as proxy or by telefax message or any other electronic means capable of evidencing such proxy, who cannot themselves be a shareholder. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders or at a class meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned an invalid vote. A shareholder who is a corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorized officer.

The Board of Directors may determine any other conditions to be complied with by the shareholders in order to take part in the General Meeting.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice and/or publication.

The General Meeting of Shareholders may only address the items contained in the agenda.

Art. 14. Board members. The Company shall be administered by a Board of Directors composed of at least three members; the members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company.

If a legal entity is appointed as a board member, it may designate a natural person through which it shall exercise the functions of board member. In this regard, third parties shall not be able to demand justification for his powers - the simple indication of the quality of the representative or delegate of the legal entity being sufficient.

The board members are elected by the General Meeting of the Shareholders for a maximum period of five years. They may be re-elected.

The mandate of departing board members who have not been re-elected shall cease immediately after the General Meeting.

Any board member may be dismissed with or without reason, or may be replaced at any moment by decision of the General Meeting of the Shareholders.

The board members proposed for election and whose names appear in the agenda of the annual General Meeting shall be elected by a majority of the shares present or represented and voting.

In the event a position of board member becomes vacant as the result of a death, resignation or otherwise, the remaining board members may elect, with a majority of votes, another board member temporarily to perform the functions attached to the position that has become vacant until the next General Meeting of Shareholders.

Art. 15. Chairmanship and meeting of the Board of Directors. The Board of Directors shall choose a chairman from among its members and may elect from its members one or more vice-chairmen. It may also appoint a secretary or officers, while these do not need to be board members.

The Board of Directors shall meet upon convocation from the chairman or two board members, at the location, on the date and at the time indicated in the convocation. The written notice of any meeting of the Board of Directors shall be served on all the board members at least twenty-four (24) hours before the date provided for the meeting unless it is urgent, in which case the nature and the reasons for that urgency shall be indicated in the notice of convocation. That convocation may be waived with the consent of each board member in writing by telegram, telex, fax, e-mail or any other similar means of communication. A special convocation shall not be required for a meeting of the Board of Directors being held at a time and place determined in a resolution passed in advance by the Board of Directors.

Any board member may take part in a meeting of the Board of Directors by telephone or video conference or by using other means of communication when all the persons taking part in that meeting may hear or see each other. Taking part in a meeting in this way shall be the same as attending such a meeting in person at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, telefax or e-mail message or any other electronic means capable of evidencing such vote.. A Director may represent several of his colleagues.

The Board of Directors may only meet and act if the majority of board members, or any other number of Directors that the Board of Directors may determine, are present or represented. Decisions are taken with the majority of votes of the board members present or represented. For the calculation of quorum and majority, the Directors participating at the Board by video conference or by telecommunication means permitting their identification are deemed to be present. In the event that, at a meeting of the Board of Directors, there is the same number of votes for and against a decision, the vote of the person chairing the Board of Directors shall prevail.

The Board of Directors meets under the chairmanship of its chairman or, in the event of his absence, its vice-chairman if there is one, if not then by a delegated board member if there is one, or if not then by a board member.

Irrespective of the provisions above, a decision by the Board of Directors may also be taken by circular. Such a decision shall have the approval of all the board members whose signatures are applied either on a single document or on multiple copies of it or by telex, cable, telegram, telefax or e-mail message or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Such a decision shall have the same validity and the same force as if it was taken during a meeting of the Board of Directors called and held in the normal way.

The minutes of meetings of the Board of Directors shall be signed by the chairman, by the vice-chairman, by the delegated board member or by the board member who has assumed the chairmanship in his absence, or by two board members of the Company. Copies or extracts of the minutes intended to be used in court or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two board members, or by any person authorised by the Board of Directors.

Art. 16. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors has the widest powers to carry out all administrative acts or measures in the interests of the Company. All powers not expressly reserved for the General Meeting by the law or by these Articles of Incorporation shall be within the competency of the Board of Directors.

The Board of Directors, applying the principle of spreading risk, has the power to stipulate the general direction of the management and the investment policy as well as the course of action to be followed in the administration of the Company.

Art. 17. Daily management.

a) The Board of Directors may establish, within or outside itself, any management committee, any consultative or technical committee, permanent or not, while it shall stipulate the composition, the powers and, if so required, the fixed or variable remuneration of its members, to be charged to overheads.

b) The Board of Directors may entrust the daily management of the Company as well as the representation of the Company as regards this management:

- either to one or more of its members who hold the title of acting managing director;
- or to one or more representatives chosen from within or outside itself;
- the Board of Directors and the representatives for the daily management may, within the framework of that management, delegate special and limited powers to any proxy;
- it may also charge the management of one or more parts of the social affairs to one or more directors or authorised representatives chosen from within or outside itself and charge all special and limited powers to any proxy;
- the Board of Directors may use more than one of the facilities above and recall at any time the persons mentioned in the paragraphs above;
- it fixes the awards and the fixed or variable remuneration, charged to overheads, of the persons to whom it grants the powers.

Art. 18. Investment policy. The Board of Directors, applying the principle of spreading risk, has the power to stipulate the investment policy of each sub-fund as well as the course of action to follow in the administration of the Company. The Board of Directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in accordance with Part I of the 2010 Law, including, without limitation, restrictions in respect of:

- a) the borrowings of the Company and the pledging of its assets;
- b) the maximum percentage of its assets which it may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire.
 - A. In order to achieve this, the Board of Directors may decide to place its assets in:
 - 1) Transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market within the meaning of the directive 2004/39/EC on markets in financial instruments.
 - 2) Transferable securities and money market instruments dealt on another market of a European Union (hereinafter only the "EU") Member State which is regulated, operates regularly and, is open to the public.
 - 3) Transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in the EU or dealt on another market in a non-Member State of the EU which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public in any other country in Eastern and Western Europe, the American continent, Asia, Oceania and Africa.
 - 4) Transferable securities and money market instruments newly issued, provided that:
 - the terms governing the issue include the provision that application shall be made for official listing on a stock exchange, or on another regulated market which operates regularly, and is recognized and open to the public; and
 - such listing is secured within one (1) year of issue.
 - 5) Shares of the UCITS and/or other UCIs in the sense of Article 1, paragraph (2), points a) and b) of Directive 2009/65/EC, whether or not established in a Member State of the EU, provided that:
 - such other UCIs are authorized under laws which provide that they are subject to supervision considered by the regulatory authority to be equivalent to that laid down in EU law, and that cooperation between such regulatory authority and the CSSF is sufficiently guaranteed;
 - the level of protection of shareholders in the other UCIs is equivalent to the level of protection of shareholders of a UCITS and in particular the provisions for separate management of the Company's assets, borrowing, credit allocation and short selling of securities and money market instruments are equivalent to the requirements of the Directive 2009/65/EC;
 - the business activity of the other UCI is subject to semi-annual and annual reports which enables to make a statement on the assets and the liabilities, the earnings and transactions within the period in question; and
 - the proportion of assets of UCITS or of these other UCIs regarding whose shares are being acquired may be invested altogether a maximum of 10% of its assets in the shares of other UCITS or other UCI.
 - 6) Sight deposits or callable deposits with a maximum term of twelve (12) months with credit institutions, provided the credit institution in question has its registered office in EU Member State, or if the registered office of the credit

institution is in a third state, provided it is subject to supervisory provisions that the CSSF holds to be equivalent to those of EU Law.

7) Financial derivative instruments, including similar instruments giving rise to a settlement in cash, which are traded on a regulated market of the type referred to in points (1), (2) and (3) above, and/or financial derivatives instruments traded over-the-counter (“over-the-counter derivatives”), provided that:

- the underlying assets are instruments within the meaning of this section title A, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives;
- with regard to transactions involving OTC derivatives, the counterparts are institutions from categories subject to official supervision which is approved by Luxembourg supervisory authorities; and
- the OTC derivatives are subject to reliable and examinable valuation on a daily basis and can at an appropriate time on the initiative of the Company be disposed of, liquidated or realised by a counter-transaction at any time at their fair value.

In no case will these operations lead the Company to depart from its investment objectives.

In particular, the Company may intervene in transactions relating to options, future contracts on financial instruments and options on such contracts.

8) Money-market instruments, that are not traded on a regulated market, provided the issue or the issuer of such instruments are subject to provisions concerning deposits and investor protection, and provided they are:

- issued or guaranteed by a central state, regional or local body or central bank of an EU Member State, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, a third state or in the case of a federal state, a Member state of the federation, or an international public law institution, which at least belongs to a Member State of the EU; or
- issued by a company the securities of which are traded on the regulated markets indicated in points 1), 2) and 3) above; or
- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision pursuant to the criteria defined by EU law, or by an establishment which is subject to and abides by prudential rules considered by the CSSF to be at least as strict as those imposed by EU legislation; or
- issued by other issues which belong to a category approved by the CSSF, provided that for the investments in these instruments there are provisions for investor protection which are equivalent to the first, second or third point and provided that the issuer is either a with equity capital and reserves of at least ten million euros (EUR 10,000,000), which draws up and publishes its annual reports in accordance the provisions of the Directive 78/660/EEC, or a legal entity which, within a group of companies with one or more stock market listed companies, is responsible for the financing of the group, or a legal entity where the security is backing of liabilities will be financed by use of a line of credit granted by a bank.

B. Moreover, the Company may for each sub-fund:

- invest up to 10% of the net assets of the sub-fund in transferable securities or money market instruments other than those referred to in A (1) to (4) and (8).
- retain, as collateral, liquid assets and other instruments convertible into liquid.
- borrow up to 10% of the net assets of the sub-fund, insofar as these are temporary borrowings. Commitments in relation to option contracts, purchases and sales of futures contracts are not considered borrowing for the calculation of the investment limit.
- acquire currency through type of face-to face loan.

C. The Company may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

D. Moreover, a sub-fund of the Company may subscribe, acquire and/or hold securities to be issued or issued by one or more other sub-funds of the Company, in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company and with the restrictions set forth in the 2010 Law.

E. Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company:

- (i) create any sub-fund and/or class of shares qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS,
- (ii) convert any existing sub-fund and/or class of shares into a feeder UCITS sub-fund and/or class of shares, or
- (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS sub-fund and/or class of shares.

By way of derogation from Article 46 of the 2010 Law, the Company or any of its sub-funds which acts as a feeder (the “Feeder”) of a master-fund shall invest at least 85% of its assets in another UCITS or in a sub-fund of such UCITS (the “Master”).

The Feeder may not invest more than 15% of its assets in the following elements:

- (i) ancillary liquid assets in accordance with Article 41, paragraph (2), second sub-paragraph of the 2010 Law;
- (ii) financial derivative instruments which may be used only for hedging purposes, in accordance with Article 41 first paragraph, point g) and Article 42 second and third paragraphs of the 2010 Law;

(iii) movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of the Company' business.

F. Irrespective of the foregoing conditions, each Sub-Fund may, pursuant to the risk distribution principle, invest up to 100% of its assets in securities and money market instruments of different issues, brought out or guaranteed by an EU Member State or its member corporations or by an OECD Member State or by international public law organisations to which belong one or more EU Member States, provided that (i) said securities are brought out under at least six different issues, and (ii) securities from one and the same issue may not exceed 30% of the net assets of the relevant Sub-Fund.

Art. 19. Representation - Legal transactions, legal actions and commitments of the Company. The Company is represented as regards its legal transactions, including those involving a public functionary, a law official and in legal proceedings:

- by two board members together;
 - or by the (those) charged with the daily management acting together or separately, within the limits of their powers.
- In addition, it is validly bound by special proxies within the limits of their mandates.

Legal actions, as plaintiff or defendant, shall be monitored on behalf of the Company by a member of the Board of Directors or by a person so authorised by the Board of Directors.

The Company is bound by the acts performed by the Board of Directors, by the board members authorised to represent it or by the person(s) authorised with the daily management.

Art. 20. Invalidation clause. No contract and no transaction that the Company can conclude with other companies or firms may be affected or invalidated by the fact that one or more board members, directors or authorised representatives of the Company have any interest whatsoever in any other company or firm, or by the fact that that person is board member, associate, director, authorised representative or employee of such society or company.

The board member, director or authorised representative of the Company who is a board member, director or authorized representative or employee of a society or company with which the Company has contracts or with which it is otherwise conducting business, shall not be deprived of the right to deliberate, to vote and to act regarding matters related to such contract or such business. In the event that a board member, director or authorized representative has a personal interest in an operation by the Company, such board member, director or authorised representative must inform the Board of Directors of his personal interest and he shall not deliberate and shall not take part in a vote on that matter; a report must be made regarding this matter and the personal interest of the board member, director or authorised representative at the next General Meeting of Shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board of Directors relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in this Article 20, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Company or any subsidiary thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

Art. 21. Indemnification. In the absence of serious negligence or bad management, any person who is or has been director, authorised representative or board member may be remunerated by the Company for the total expenditure justifiably incurred for all actions or lawsuits he participated in within the framework of his position as board member, director or authorised representative of the Company.

Art. 22. Authorised auditor. Pursuant to the 2010 Law, the accounting and the preparation of all declarations imposed by Luxembourg law shall be monitored by an approved authorised auditor. The authorised auditors shall be elected by the Annual General Meeting of the Shareholders for period ending at the date of the next Annual General Meeting of Shareholders and until their successors are elected. The mandate of a departing authorised auditor who has not been re-elected shall cease immediately after the General Meeting.

Art. 23. Custody of the assets of the Company.

a) The custody of the assets of the Company shall be entrusted to a banking or savings institution in the meaning of the law modified with regard to the financial sector (the "Custodian Bank"). If the Custodian Bank wishes to resign, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such resignation. The Board of Directors may denounce the custody agreement but may not remove the custodian unless a successor Custodian has been found.

b) The Custodian Bank holding the assets of the Company shall be bound to comply with the liabilities and duties fixed within the framework of an agreement established to this effect and in compliance with Luxembourg laws.

Art. 24. Management consultants. The Company may conclude one or more management or consultancy contracts with any Luxembourg-based company or company based abroad through which such company or any other company approved in advance shall provide consultation services, recommendations or management services for the Company in regard to the investment policy of the Company.

In order to reduce operational and administrative charges while permitting the greatest diversification of investments, the Board of Directors may decide that all or part of the assets of one sub-fund may be managed on a communal basis if that is appropriate (pooling).

Such a pool of assets (hereinafter only "Pool of Assets" for the needs of this document) shall be composed by the transfer of liquid assets or (while complying with the limitations mentioned above) other assets of each of the participating

sub-funds. The board members may from time to time make other contributions or deductions of assets in respect to their respective investment sector.

Such Pools of Assets must not be considered as separate legal entities, and units of these Pools of Assets must not be considered as shares of the Company.

The rights and the liabilities of each sub-fund managed on this global basis apply to each of them and concern each of the investments performed within the Pools of Assets regarding which they hold the units.

Dividends, interest and other distributions that have the characteristic of revenue, received on behalf of a Pool of Assets shall be immediately credited to the sub-funds proportionally to their respective participation in the Pool of Assets at the moment of receipt. In the event of the dissolution of the Company, the assets of a Pool of Assets shall be allocated to the sub-funds in proportion to their respective participation in the Pool of Assets.

Art. 25. Financial year period - Annual and periodical reports. The financial year shall commence on 1 January and end on 31 December of the following year/of the same year.

The accounts of the Company shall be prepared in EUR. In the event there are different sub-funds of shares and if the accounts of these sub-funds have been prepared in different currencies, these accounts shall be converted into EUR and totaled for the determination of the accounts of the Company.

Art. 26. Distribution of the annual income. Upon proposal by the Board of Directors and in compliance with legal limits, the General Meeting of the Shareholders of the category(ies)/class(es) of shares issued within the framework of a sub-fund shall determine the allocation of the results of that sub-fund and may on a periodical basis declare or authorise the Board of Directors to declare interim distributions. For each category/class of shares or for all categories/classes of shares giving the right to such distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends, while remaining in compliance with the law.

The payments of distributions to registered shareholders shall be made to those shareholders at their addresses indicated in the register of shareholders. The payments of distributions to holders of bearer shares shall be made on presentation of the dividend coupon to the agent or agents designated for this purpose by the Company.

The distributions may be paid in any currency chosen by the Board of Directors and at the time and place it chooses.

The Board of Directors may decide to distribute dividends in the form of new shares instead of cash dividends.

Any declared distribution that is not claimed by its beneficiary within five years from the date of its allocation may no longer be claimed and shall revert to the corresponding sub-fund to the category(ies)/class(es) of shares in question.

The Board of Directors has all powers and may take all measures necessary for the application of this provision.

No interest shall be paid on dividends announced but remaining in the hands of the Company on behalf of its shareholders.

The payment of revenues can only be considered due insofar as the exchange regulations in force permit their distribution within the country of residence of the beneficiary.

Art. 27. Closure and merger of sub-funds, categories or classes.

A. CLOSURE OF SUB-FUNDS, CATEGORIES OR CLASSES

If the assets of any sub-fund, category or class fall below a level at which the Board of Directors of the Company considers that its management is too difficult to ensure, it may decide to close that sub-fund, category or class. It may also do so within the framework of a rationalisation of the range of the products it offers to its clientele.

The decision and the methods of closure shall be brought to the knowledge of the shareholders of the sub-fund, category or class in question.

A notification relating to the closure of the sub-fund, category or class may also be transmitted to all the registered shareholders of this sub-fund, category or class.

The net assets of the sub-fund, category or class in question shall be distributed among the remaining shareholders of the sub-fund, category or class. Any amounts that have not been distributed at the closure of the liquidation operations of the sub-fund, category or class in question shall be deposited at the public trust office (Caisse de Consignation) in Luxembourg to be held for the benefit of the persons entitled thereto and shall be forfeited after 30 years.

B. MERGER OF SUB-FUNDS, CATEGORIES OR CLASSES

The Board of Directors of the Company may decide, in the interest of the shareholders, to transfer or merge the assets of one sub-fund, category or class of shares to those of another sub-fund, category or class of shares within the Company. Such mergers may be performed for reasons of various economic reasons justifying a merger of sub-funds, categories or classes of shares. The merger decision shall be published and be sent to all registered shareholders of the sub-fund, category or of the concerned class of shares before the effective date of the merger. The publication in question shall indicate, in addition, the characteristics of the new sub-fund, the new category or class of shares. Every Shareholder of the relevant sub-funds, categories or classes shall have the opportunity of requesting the redemption or the conversion of his own shares without any cost (other than the cost of disinvestment) during a period of at least thirty (30) calendar days before the effective date of the merger, it being understood that the effective date of the merger takes place five (5) business days after the expiry of such notice period.

In the same circumstances as described in the previous paragraph and in the interest of the shareholders, the transfer or merger of assets and liabilities attributable to a sub-fund, category or class of shares to another UCITS or to a sub-fund, category or class of shares within such other UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State and whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund), may be decided by the Board of Directors of the Company, in accordance with the provisions of the 2010 Law. The Company shall send a notice to the Shareholders of the relevant sub-fund in accordance with the provisions of CSSF Regulation 10-5. Every shareholder of the sub-fund, category or class of shares concerned shall have the possibility to request the redemption or the conversion of his shares without any cost (other than the cost of disinvestment) during a period of at least thirty (30) calendar days before the effective date of the merger, it being understood that the effective date of the merger takes place five (5) business days after the expiry of such notice period.

In the case of a contribution in a different Undertaking for collective investment, of the type “investment or mutual fund”, the contribution shall only involve the shareholders of the sub-fund, the category or the class of shares in question who have expressly approved the contribution. Otherwise, the shares belonging to the other shareholders who have not made a statement regarding that merger shall be reimbursed without any cost. Such mergers may be carried out in various economic circumstances that justify a merger of sub-funds.

In case of a merger of a sub-fund, category or class of shares where, as a result, the Company ceases to exist, the merger needs to be decided by a meeting of shareholders of the sub-fund, category or class of shares concerned, for which no quorum is required and decisions are taken by the simple majority of the votes cast.

Art. 28. Dissolution. In the event of the dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators who may be natural persons or legal entities and who shall be nominated by the General Meeting of the Shareholders, which shall also stipulate their powers and their remuneration.

In the event the capital of the Company becomes less than two-thirds of the legal minimum capital, the board members must submit the question of the dissolution of the Company to the General Meeting deliberating without condition of attendance and deciding with a simple majority of the shares present or represented at the General Meeting. In the event the capital falls to less than one quarter of the legal minimum capital, the General Meeting shall also discuss, again without condition of attendance, but in this case the dissolution may be pronounced by the shareholders possessing one quarter of the shares represented at the General Meeting.

The convocations to such General Meetings must be made so that the General Meetings are held within a deadline of forty days from the date it is found that the net asset has fallen to either two-thirds or one-quarter of the minimum capital.

The net proceeds from the liquidation of each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the shareholders of that sub-fund.

Art. 29. Amendments to the Articles of Incorporation. The present Articles of Incorporation may be amended by a General Meeting of the Shareholders subject to the quorum and voting conditions pursuant to Luxembourg law and by the provisions of the present Articles of Incorporation.

Art. 30. Legal provisions. For all matters that are not regulated through the present Articles of Incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies as well as of the 2010 Law, as both may be amended from time to time.

Subscription and Payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed Founding Ordinary Shares
OCLANER ASSET MANAGEMENT PTE LTD	100 shares
Total:	Founding Ordinary Shares

Upon incorporation, the Founding Ordinary Shares were fully paid-up, so that the amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at approximately five thousand euros.

Resolutions of the sole Shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

- (1) The registered office of the Company shall be at 33, rue de Gasperich L- 5826 HESPERANGE, Grand Duchy of Luxembourg;
- (2) The number of directors is set at four (4) and that of the auditor at one (1);

(3) The following are elected as Directors for a period ending on the date of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2019:

1. Mister Sylvain Baude, born on 18th October 1977 in Marseille, residing 1 Temasek Avenue, #37 - 04/05 Millenia Tower in Singapore 039192, as chairman of the Board of Directors;

2. Mister Ivo Bartoletti, born 7th March 1964 in Esch-Sur-Alzette, residing 1 Temasek Avenue, #37 - 04/05 Millenia Tower in Singapore 039192 as member of the Board of Directors;

3. Mister Arnaud Dubois, born 25th July 1944 in Paris, residing 19, rue de Bitbourg in L-1273 Luxembourg as member of the Board of Directors;

4. Mister Paul de Quant, born 11th October 1956 in Amstelveen, residing 19, rue de Bitbourg in L-1273 Luxembourg as member of the Board of Directors.

(4) The independent auditor of the Company shall be PRICEWATERHOUSECOOPERS, a private limited liability company incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, whose registered office is 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered at the Trade and Companies Register of Luxembourg as auditor of the Company.

The term of office of the auditor shall expire at the close of the annual general meeting of Shareholders approving the annual accounts as of April 2015.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that accordingly to the Luxembourg SICAV Law of 2007 as amended, on the special request of the appearing person, the present deed is worded in English only and in case of translation requirements for executive, registration or processing purposes, the then automatically translated version will be for the indicated obligations only and the English version will always prevail.

Power

The above appearing party hereby gives power to any agent or employee of the office of the signing notary, acting individually, to translate any part of this deed for registration, listing or filing purposes at the Luxembourg Companies' Register and to sign all additional recordings, draw, correct and sign any error, lapse or typo contained herewith.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said person signed together with the notary the present deed.

Signé: Pino, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 10 janvier 2014. Relation: RED/2013/129. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

[Signature électronique certifiée comprise dans le document transmis au R.C.S.L.]

Rambrouch, le 16 janvier 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014010247/769.

(140011954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Bos Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 156.819.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte dressé par le notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 17 décembre 2013, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 décembre 2013, Relation LAC/2013/58191,

que les associés prononcent la clôture de la liquidation et constatent que la société à responsabilité limitée BOS INVESTMENTS S.à r.l., en liquidation, ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, a définitivement cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pour une durée de cinq ans à partir du 17 décembre 2013 à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 janvier 2014.

Référence de publication: 2014009060/18.

(140009564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Costa Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 104.930.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de COSTA REAL PROPERTIES S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, immatriculée au R.C.S Luxembourg sous le N° B 53.918, ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 20 novembre 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société COSTA INVESTMENT S.A., ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 104.930 (la «Société»), a été constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 7 décembre 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 254 du 22 mars 2005. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis l'acte de constitution;

- que le capital social de la société «COSTA INVESTMENT S.A.» s'élève actuellement à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000,- EUR) représenté par MILLE (1.000) actions d'une valeur nominale de TRENTE ET UN EUROS (31,- EUR) chacune, entièrement libérées;

- que la société COSTA REAL PROPERTIES S.A., précitée, est seule propriétaire de toutes les actions et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 5 décembre 2013, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné.

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'actionnaire unique est investi de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 5 décembre 2013 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions et/ou du registre des actionnaires;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 18 décembre 2013. Relation: LAC/2013/58181. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2014.

Référence de publication: 2014006668/60.

(140006936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2014.

Augusta Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 119.850.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand thirteen, on the seventeenth day of December.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mrs Bozena Elzbieta CIUPINSKA, manager of companies, born on March 8th, 1958 in Kraków (Poland), residing at ul. Grochowska 37, 31-516 Kraków, Poland,

here represented by Mr Philippe AFLALO, company's director, residing professionally in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen,

by virtue of a proxy dated on December 13th, 2013.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that she is the sole actual shareholder of AUGUSTA INVESTMENTS S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated by deed of the undersigned notary on the 19th of September 2006, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 2131 of November 15th, 2006. The Articles of Incorporation have been amended at last pursuant to a deed of the undersigned notary on 27th September 2013, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number 2935 on 21st November 2013;

- that the capital of the Company is fixed at ONE HUNDRED THIRTY-EIGHT THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS (EUR 138,500.-) represented by ONE THOUSAND ONE HUNDRED EIGHT (1,108) shares with a par value of ONE HUNDRED TWENTY-FIVE EUROS (EUR 125.-) each, all fully paid-up;

- that the appearing party, prenamed, is the sole owner of all the shares and declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company;

- that the appearing party, represented as stated above, in its capacity of sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the appearing party, represented as stated above, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at December 16, 2013, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained.

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at December 16, 2013, being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's managers are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there shall be proceeded to the cancellation of all issued shares;

- the books and documents of the company shall be lodged during a period of five years at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

No confusion of patrimony can be made, neither with the assets of the sole shareholder nor the reimbursement to the sole shareholder can be done, before a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, and only if no creditor of the Company currently dissolved and liquidated has demanded the creation of security.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at one thousand euro (EUR 1,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Madame Bozena Elzbieta CIUPINSKA, gérante de sociétés, née le 8 mars 1958 à Cracovie (Pologne), demeurant à ul. Grochowska 37, 31-516 Cracovie, Pologne,

ici représentée par Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 13 décembre 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- qu'elle est la seule et unique associée de la société Augusta Investments S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 19 septembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2131 du 15 novembre 2006. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 27 septembre 2013, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 2935 du 21 novembre 2013;

- que le capital social de la Société s'élève à CENT TRENTE-HUIT MILLE CINQ CENTS EUROS (138.500,- EUR) représenté par MILLE CENT HUIT (1.108,-) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125,- EUR) chacune, entièrement libérées;

- que la partie comparante, précitée, est seule propriétaire de toutes les parts sociales et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, en sa qualité d'associé unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que la partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 16 décembre 2013, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné.

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associé unique est investi de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 16 décembre 2013 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre l'actionnaire unique et l'avoir social de, ou remboursement à, l'associé unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 18 décembre 2013. Relation: LAC/2013/58183. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2014.

Référence de publication: 2014006541/114.

(140007035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2014.

Wiesbaden (Bridge) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.648.425,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.217.

Il résulte de résolutions écrites prises en date du 17 janvier 2014 de l'associé unique de la Société (les «Résolutions Ecrites») que Monsieur Tomas Lichy et Monsieur Alex Gillette ont été démis de leurs mandats de gérants de la Société avec effet immédiat.

Il ressort des Résolutions Ecrites que:

- Monsieur Martijn Sinninghe Damsté, né le 2 novembre 1978 à Deventer (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Monsieur Hinnerk Koch, né le 15 mars 1963 à Bremen (Allemagne) et ayant son adresse professionnelle au 9, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Monsieur Laurent Bélik, né le 2 septembre 1974 à Ixelles (Belgique) et ayant son adresse professionnelle au 9, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Madame Danielle Delnoije, née le 14 février 1974 à Sittard (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg

ont été nommés gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Il résulte des Résolutions Ecrites que le siège social de la Société est transféré de son adresse actuelle au 9, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour WIESBADEN (BRIDGE) S.à r.l.

Référence de publication: 2014011368/25.

(140011225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Chronos FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Aus den Beschlüssen der Verwaltungsgesellschaft vom 8. Januar 2014 geht hervor, dass der Fonds "Chronos FCP-FIS" mit Wirkung zum 1. Januar 2014 in Liquidation gesetzt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für die Gesellschaft

Allegro S.à r.l.

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014011410/10.

Arx Capital FCP-SIF, Fonds Commun de Placement.

The management regulations with respect to the common fund Arx Capital FCP-SIF have been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

Le règlement de gestion concernant le fonds commun de placement Arx Capital FCP-SIF a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Arx Investment Managers S.à r.l.

Signature

UN MANDATAIRE

Référence de publication: 2014008974/13.

(140010288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Sulzbach (Bridge) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.929.600,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.216.

Il résulte de résolutions écrites prises en date du 17 janvier 2014 de l'associé unique de la Société (les «Résolutions Ecrites») que Monsieur Tomas Lichy et Monsieur Alex Gillette ont été démis de leurs mandats de gérants de la Société avec effet immédiat.

Il ressort des Résolutions Ecrites que:

- Monsieur Martijn Sinninghe Damsté, né le 2 novembre 1978 à Deventer (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
 - Monsieur Hinnerk Koch, né le 15 mars 1963 à Bremen (Allemagne) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
 - Monsieur Laurent Bélik, né le 2 septembre 1974 à Ixelles (Belgique) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
 - Madame Danielle Denoije, née le 14 février 1974 à Sittard (Pays-Bas) et ayant son adresse professionnelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg
- ont été nommés gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Il résulte des Résolutions Ecrites que le siège social de la Société est transféré de son adresse actuelle au 9, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SULZBACH (BRIDGE) S.à r.l.

Référence de publication: 2014010356/25.

(140011226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Weka S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 127.475.

DISSOLUTION

In the year two thousand thirteen, on the seventeenth day of December.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

The company KAPRAL INVESTMENT, société civile, incorporated under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number E 5 098,

Hereby represented by Mr Philippe AFLALO, company's director, residing professionally in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, acting in his capacity as manager of the company.

Such appearing party, has requested the undersigned notary to state:

- that it is the sole actual shareholder of WEKA S.à r.l.(the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated by deed of the undersigned notary on April 19th, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1264 of June 26th, 2007. The Articles of Association have been amended by a deed of the undersigned notary on 4th July 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2325 of 29 September 2011;
- that the capital of the Company is fixed at THREE HUNDRED SEVEN THOUSAND EUROS (EUR 3 07,000.-) represented by TWO THOUSAND FOUR HUNDRED FIFTY-SIX (2,456) shares with a par value of ONE HUNDRED TWENTY-FIVE EUROS (EUR 125.-) each, all fully paid-up;

- that the appearing party, prenamed, is the sole owner of all the shares and declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company;

- that the appearing party, in its capacity as sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the appearing party, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at December 16, 2013, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at December 16, 2013, being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's managers are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there shall be proceeded to the cancellation of all issued shares;

- the books and documents of the company shall be lodged during a period of five years at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

No confusion of patrimony between the dissolved company and the asset of, nor the reimbursement to the sole shareholder can be made, before a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, and only if no creditor of the Company currently dissolved and liquidated has demanded the creation of security.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at two thousand euro (EUR 2,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

La Société KAPRAL INVESTMENT, société civile de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro E 5 098,

ici représentée par Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, agissant en sa qualité de gérant de la société.

Laquelle comparante, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société WEKA S.à r.l. (la «Société»), société à responsabilité limitée, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 19 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1264 du 26 juin 2007. Les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire instrumentant en date du 4 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2325 du 29 septembre 2011;

- que le capital social de la Société s'élève à TROIS CENT SEPT MILLE EUROS (307.000.- EUR) représenté par DEUX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE-SIX (2.456.-) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125.- EUR) chacune, entièrement libérées;

- que la partie comparante, est seule propriétaire de toutes les parts sociales et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que la partie comparante, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 16 décembre 2013, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associée unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 16 décembre 2013 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;
- décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société;
- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales;
- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'associé unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à deux mille euros (EUR 2.000).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire,

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 décembre 2013. Relation: LAC/2013/58175. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2014.

Référence de publication: 2014005763/106.

(140005390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2014.

soft-carrier s.a., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, 18, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 68.226.

Auszug des Protokolls der Statutarischen Generalversammlung vom 27. Dezember 2013

Zum Kommissar wurde AUDIEX S.A., 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg gewählt. Sein Mandat endet mit der ordentlichen Generalversammlung die über das Geschäftsjahr 2015 zu beschliessen hat.

Das Mandat von SOFINTER GESTION, S.à r.l. als Kommissar wird nicht erneuert.

Niederanven, den 27. Dezember 2013.

FÜR GLEICHLAUTENDEN AUSZUG

Référence de publication: 2013182106/13.

(130223124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

NPG S.A., New Photo Genius S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 144.084.

Aux Actionnaires

Par la présente, j'ai le regret de vous informer de ma démission comme administrateur de votre société et ce, avec effet immédiat.

Je vous prie dès lors de faire constater ma démission par qui de droit ainsi que de pourvoir à mon remplacement conformément à la loi et aux statuts.

Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Peter VAN OPSTAL.

Référence de publication: 2013182767/13.

(130222681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Primeur Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.263.

Suite à un transfert et une réattribution de parts sociales par acte sous seing privé avec effet au 24 décembre 2013, 1.250 (Mille Deux Cent Cinquante) parts sociales de la société PRIMEUR INVEST Sarl détenues par la société VRUCHT INVEST S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B78484, ont été transférées à la société ITAMA S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 40 rue Giesener, L-1630 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B144410.

Dès lors, l'actionnariat est reparti de la façon suivante suite à ce transfert:

Associé	Total parts sociales
ITAMA S.A.	1.250

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2013.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2013182828/22.

(130222389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Optimeo, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 17, rue Milbich.

R.C.S. Luxembourg B 158.167.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

R&D Comptabilité SA

Signature

Référence de publication: 2013182792/11.

(130222784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Nordic Star SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 161.625.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Référence de publication: 2013182770/10.

(130222815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Nei Haus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 22, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 65.772.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013182760/10.

(130222102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.